

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C – 2025/009525]

19 DECEMBRE 2025. — Arrêté royal modifiant le code
du bien-être au travail en ce qui concerne l'amiante (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, l'article 4, § 1^{er}, numéroté par la loi du 7 avril 1999 et modifié dernièrement par la loi du 20 décembre 2020 et l'article 6bis, alinéa 3, modifié par la loi programme du 27 décembre 2004 ;

Vu le code du bien-être au travail, livre VI, titres 1, 3 et 4 ;

Vu l'avis n° 276 du Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail donné le 17 octobre 2025 ;

Vu l'avis n° 78.452/16 du Conseil d'Etat, donné le 9 décembre 2025, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis positif de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 décembre 2025 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la directive (UE) 2023/2668 du Parlement Européen et du Conseil du 22 novembre 2023 modifiant la directive 2009/148/CE concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail.

CHAPITRE II. — *Modifications du livre VI, titre 1^{er}
du code du bien-être au travail*

Art. 2. À l'annexe VI.1-1 du même code, au point A. « Liste de valeurs limites d'exposition aux agents chimiques », les modifications comme indiquées à l'annexe I^{re} du présent arrêté sont apportées.

CHAPITRE III. — *Modifications du livre VI, titre 3
du code du bien-être au travail*

Art. 3. L'article VI.3-1 du même code est complété par les mots « et aux entreprises figurant sur la liste visée à l'article VI.4-23 ».

Art. 4. Dans l'article VI.3-2 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « les silicates fibreux suivants » sont remplacés par les mots « les silicates fibreux suivants, classés comme substances cancérogènes de catégorie 1A en application de l'annexe VI, partie 3, du règlement (CE) n° 1272/2008 » ;

2° le 1°, b) est remplacé par ce qui suit :

« b) l'amosite amiante (grunérite), n° CAS 12172-73-5* ; » ;

3° le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° valeur limite : la concentration de fibres d'amiante dans l'air qui correspond à 0,002 fibre par cm³, calculée comme moyenne pondérée en fonction du temps (MPT) sur 8 heures ; » ;

4° le 4/1° est inséré, rédigé comme suit :

« 4/1° par dérogation à la disposition sous le 4°, les valeurs limites suivantes s'appliquent :

a) jusqu'au 20 décembre 2025 : la concentration de fibres d'amiante dans l'air qui correspond à 0,1 fibre par cm³, calculée comme moyenne pondérée en fonction du temps (MPT) sur 8 heures ;

b) à partir du 21 décembre jusqu'au 20 décembre 2029 : la concentration de fibres d'amiante dans l'air qui correspond à 0,01 fibre par cm³, calculée comme moyenne pondérée en fonction du temps (MPT) sur 8 heures ; » ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C – 2025/009525]

19 DECEMBER 2025. — Koninklijk besluit tot wijziging van
de codex over het welzijn op het werk met betrekking tot asbest (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, artikel 4, § 1, genummerd bij de wet van 7 april 1999 en laatst gewijzigd bij de wet 20 december 2020 en artikel 6bis, derde lid, gewijzigd bij de program-mawet van 27 december 2004 ;

Gelet op de codex over het welzijn op het werk, boek VI, titels 1, 3 en 4 ;

Gelet op het advies nr. 276 van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk, gegeven op 17 oktober 2025 ;

Gelet op het advies nr. 78.452/16 van de Raad van State, gegeven op 9 december 2025, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op het positief advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 december 2025 ;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Dit besluit voorziet in de omzetting van richtlijn (EU) 2023/2668 van het Europees Parlement en de Raad van 22 november 2023 tot wijziging van richtlijn 2009/148/EG betreffende de bescherming van werknemers tegen de risico's van blootstelling aan asbest op het werk.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in boek VI, titel 1
van de codex over het welzijn op het werk*

Art. 2. In bijlage VI.1-1 van dezelfde codex worden in het punt A. "Lijst van de grenswaarden voor blootstelling aan chemische agentia" de wijzigingen aangebracht zoals opgenomen in de bijlage I bij dit besluit.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in boek VI, titel 3
van de codex over het welzijn op het werk*

Art. 3. Artikel VI.3-1 van dezelfde codex wordt aangevuld met de woorden "en op de ondernemingen opgenomen in de lijst bedoeld in artikel VI.4-23".

Art. 4. In artikel VI.3-2 van dezelfde codex worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepaling onder 1° worden de woorden "de volgende vezelachtige silicaten" vervangen door de woorden "de volgende vezelachtige silicaten die op grond van deel 3 van bijlage VI bij Verordening (EG) nr. 1272/2008 als kankerverwekkende stoffen van categorie 1A zijn ingedeeld";

2° de bepaling onder 1°, b) wordt vervangen als volgt:

"b) amosiet (bruine asbest), CAS-nummer 12172-73-5* ;"

3° de bepaling onder 4° wordt vervangen als volgt:

"4° grenswaarde: de concentratie van asbestvezels in de lucht die gelijk is aan 0,002 vezel per cm³, berekend als tijdgewogen gemiddelde (TGG) over een periode van 8 uur;"

4° de bepaling onder 4/1° wordt ingevoegd, luidende:

"4/1° in afwijking van het bepaalde onder 4°, gelden de volgende grenswaarden:

a) tot en met 20 december 2025: de concentratie van asbestvezels in de lucht die gelijk is aan 0,1 vezel per cm³, berekend als tijdgewogen gemiddelde (TGG) over een periode van 8 uur;

b) met ingang van 21 december 2025 tot en met 20 december 2029: de concentratie van asbestvezels in de lucht die gelijk is aan 0,01 vezel per cm³, berekend als tijdgewogen gemiddelde (TGG) over een periode van 8 uur;"

5° le 9° est inséré, rédigé comme suit :

« 9° expert en inventaire d'amiante: une personne qui dispose d'une connaissance approfondie actualisée des matériaux et applications de l'amiante dans des bâtiments et des installations techniques, ainsi que des mesures de gestion des risques lors de l'échantillonnage ; à savoir : une personne compétente d'un laboratoire agréé pour l'identification des fibres d'amiante dans des matériaux, un conseiller en prévention hygiène du travail ou une autre personne habilitée à réaliser des inventaires sur la base de la réglementation régionale applicable. ».

Art. 5. Dans l'article VI.3-3 du même code, les mots «, dans la mesure où il n'y a pas de dispositions spécifiques reprises dans le présent titre » sont remplacés par les mots « lorsqu'elles assurent une meilleure protection du bien-être des travailleurs au travail ».

Art. 6. Dans l'article VI.3-4, § 1^{er}, du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « et à d'autres sources, y compris les registres pertinents dont une liste est disponible sur le site web du SPF Emploi » ;

2° à l'alinéa 3, les mots «, après encapsulage des matériaux contenant de l'amiante » sont insérés entre les mots « après enlèvement des matériaux contenant de l'amiante » et les mots « et après détection ».

Art. 7. Dans l'article VI.3-5 du même code, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le modèle disponible sur le site internet du SPF Emploi est utilisé pour l'établissement, l'actualisation ou l'extension de l'inventaire. ».

Art. 8. L'article VI.3-6 du même code est remplacé par ce qui suit :

« **Art. VI.3-6.-** Pour l'établissement et l'extension de l'inventaire, l'employeur fait appel, après avis préalable du Comité, à un expert en inventaire d'amiante, qui réalise l'inventaire conformément aux dispositions de l'article VI.3-5.

Dans le cas où un fonctionnaire chargé de la surveillance l'estime nécessaire ou en cas de contestation par le Comité de l'inventaire élaboré, l'employeur fait appel à un laboratoire, agréé pour l'identification d'amiante dans des matériaux selon les dispositions du livre II, titre 6. ».

Art. 9. Dans l'article VI.3-10, § 2, alinéa 3, du même code, les mots « et le plan de travail, visé aux articles VI.3-43 et VI.3-51, ait été adapté si nécessaire » sont remplacés par les mots « , le plan de travail, visé aux articles VI.3-43 et VI.3-51, ait été adapté si nécessaire et les mesures adéquates aient été prises pour la protection des travailleurs concernés ».

Art. 10. Dans l'article VI.3-11, § 2, du même code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La priorité est donnée à l'enlèvement de matériaux contenant de l'amiante. D'autres mesures, qui peuvent consister à fixer, encapsuler, entretenir ou réparer le matériau contenant de l'amiante, sont temporairement autorisées, si l'analyse des risques visée à l'article VI.3-15 démontre qu'elles offrent une meilleure protection en attente d'enlèvement et si l'application de ces mesures ne rend pas difficile l'enlèvement ultérieur. ».

Art. 11. Dans l'article VI.3-14 du même code, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation aux alinéas 1 et 2, les outils qui, lors de leur utilisation, forment des particules fines peuvent uniquement être utilisés pour l'enlèvement d'applications contenant de l'amiante visées au chapitre X, section 5, du présent titre, si les conditions suivantes sont remplies :

1° l'outil est équipé d'un système d'aspiration intégré avec filtre absolu, installé par le fabricant, qui limite au maximum la dispersion des fibres ;

2° la notice d'utilisation du fabricant est respectée ;

3° il ressort de l'analyse des risques que l'utilisation de cet outil assure une meilleure protection des travailleurs que tout autre outil ;

4° la dérogation et la motivation circonstanciée de celle-ci sont insérées dans la notification visée à l'article VI.3-27. ».

Art. 12. Dans l'article VI.3-17 du même code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Ces mesurages sont planifiés à l'avance, et effectués régulièrement au cours de chaque phase opérationnelle spécifique. ».

5° de la détermination de la teneur en fibres de silice libre :

« 9° expert in asbestinventarisering: een persoon die beschikt over een grondige actuele kennis van asbestmaterialen en -toepassingen in gebouwen en in technische installaties en van de risicobeheersmaatregelen tijdens de monsterneming; met name: een bevoegd persoon van een laboratorium, erkend voor de identificatie van asbestvezels in materialen, een preventieadviseur arbeidshygiëne of een andere persoon die op basis van de toepasselijke gewestelijke regelgeving bevoegd is om te inventariseren. ».

Art. 5. In artikel VI.3-3 van dezelfde codex worden de woorden “, voor zover er geen specifieke bepalingen zijn opgenomen in deze titel” vervangen door de woorden “wanneer zij een betere bescherming bieden voor het welzijn van de werknemers op het werk”.

Art. 6. In artikel VI.3-4, § 1, van dezelfde codex worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden “en uit andere bronnen, waaronder relevante registers waarvan een lijst ter beschikking is op de website van de FOD Werkgelegenheid”;

2° in het derde lid worden de woorden “na inkapseling van asbesthoudend materiaal,” ingevoegd tussen de woorden “na verwijdering van asbesthoudend materiaal,” en de woorden “en na detectie”.

Art. 7. In artikel VI.3-5 van dezelfde codex wordt het derde lid vervangen als volgt:

“Voor de opmaak, actualisering of uitbreiding van de inventaris wordt gebruik gemaakt van het model dat op de website van de FOD Werkgelegenheid ter beschikking wordt gesteld.”.

Art. 8. Artikel VI.3-6 van dezelfde codex wordt vervangen als volgt:

“**Art. VI.3-6.-** Voor het opmaken en het uitbreiden van de inventaris doet de werkgever, na voorafgaand advies van het Comité, een beroep op een expert in asbestinventarisering, die de inventarisering uitvoert overeenkomstig de bepaling van artikel VI.3-5.

Ingeval een met het toezicht belaste ambtenaar het nodig acht, of ingeval van betwisting van de opgestelde inventaris door het Comité, doet de werkgever voor het opmaken van de inventaris een beroep op een laboratorium, erkend voor de identificatie van asbest in materialen volgens de bepalingen van boek II, titel 6.”.

Art. 9. In artikel VI.3-10, § 2, derde lid van dezelfde codex worden de woorden “en, indien nodig, het werkplan, zoals bedoeld in de artikelen VI.3-43 en VI.3-51, is aangepast” vervangen door de woorden “, het werkplan, zoals bedoeld in de artikelen VI.3-43 en VI.3-51, indien nodig, is aangepast, en de ter bescherming van de betrokken werknemers adequate maatregelen zijn genomen”.

Art. 10. In artikel VI.3-11, § 2 van dezelfde codex wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“Prioriteit wordt toegekend aan de verwijdering van asbesthoudend materiaal. Andere maatregelen, die kunnen inhouden dat het asbesthoudend materiaal wordt gefixeerd, ingekapseld, onderhouden of hersteld, zijn tijdelijk toegelaten indien de risicoanalyse bedoeld in artikel VI.3-15 aantoont dat deze een betere bescherming bieden in afwachting van verwijdering, en indien de verwijdering achteraf niet wordt bemoeilijkt door de toepassing van deze maatregelen.”.

Art. 11. In artikel VI.3-14 van dezelfde codex wordt het derde lid vervangen als volgt:

“In afwijking van het eerste en tweede lid mogen werktuigen die bij gebruik fijne deeltjes vormen uitsluitend gebruikt worden voor de verwijdering van asbesthoudende toepassingen zoals bedoeld in hoofdstuk X, afdeling 5 van deze titel indien de volgende voorwaarden vervuld zijn:

1° het werktuig is uitgerust met geïntegreerde afzuiging met absoluutfilter, aangebracht door de fabrikant, die de verspreiding van vezels maximaal beperkt;

2° de gebruiksaanwijzing van de fabrikant wordt gevolgd;

3° uit de risicoanalyse blijkt dat het gebruik van dit gereedschap een betere bescherming van de werknemers garandeert dan elk ander werktuig;

4° de afwijking en de omstandige motivering ervan zijn opgenomen in de melding bedoeld in art. VI.3-27.”.

Art. 12. In artikel VI.3-17 van dezelfde codex wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“Deze metingen worden vooraf gepland en regelmatig uitgevoerd tijdens elke specifieke operationele fase.”.

Art. 13. Dans l'article VI.3-18 du même code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Ces laboratoires sont également accrédités pour la méthode visée à l'alinéa 1^{er}, conformément à la norme NBN EN ISO/IEC 17025, au plus tard le 20 décembre 2029. ».

Art. 14. L'article VI.3-19 du même code est remplacé par ce qui suit :

« **Art. VI.3-19.-** Le mesurage de la teneur de l'air en amiante sur le lieu de travail est effectué conformément à la norme NBN ISO 14966:2021 ou à toute autre méthode alternative qui donne des résultats équivalents ou plus précis.

Les débits utilisés et la durée des échantillonnages dépendent de la stratégie d'échantillonnage. La durée des échantillonnages est d'au moins 4 heures et est également suffisante pour garantir une limite de quantification de 1000 fibres/m³.

Si la durée des échantillonnages de 4 heures n'est pas possible en raison de la durée limitée des travaux, une durée des échantillonnages plus courte est autorisée, à condition qu'un débit d'échantillonnage accru soit utilisé.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le mesurage de la teneur de l'air en amiante sur le lieu de travail peut être effectué jusqu'au 20 décembre 2027 conformément à la norme NBN T96-102* « Atmosphères des lieux de travail – Détermination de la concentration en fibres d'amiante – Méthode de la membrane filtrante avec microscopie optique au contraste de phase » ou à toute autre méthode qui donne des résultats équivalents. ».

Art. 15. Dans l'article VI.3-20, alinéa 2, du même code, les mots « une équipe » sont remplacés par les mots « un poste ».

Art. 16. Dans l'article VI.3-25 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, les mots « 4.4 de la norme NBN T96-102 » sont remplacés par les mots « 7.2 de la norme NBN ISO 14966:2021 » ;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 2, le mesurage peut être effectué conformément à la norme NBN T96-102 jusqu'au 20 décembre 2027. Dans ce cas, la durée des différents échantillonnages est également déterminée en tenant compte de la charge optimale des filtres mentionnée sous le point 4.4 de cette norme. ».

Art. 17. L'article VI.3-27 du même code est remplacé par ce qui suit :

« **Art. VI.3-27.- § 1^{er}.** L'employeur qui effectue des travaux au cours desquels les travailleurs sont exposés à l'amiante, en fait la notification avant le début des travaux à la direction locale CBE et à son conseiller en prévention-médecin du travail.

Chaque fois qu'un changement dans les conditions de travail est susceptible d'entraîner une augmentation significative de l'exposition à l'amiante, une nouvelle notification est faite.

§ 2. Pour les travaux visés dans le chapitre X, sous réserve des dispositions de l'article 45 de l'arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles, cette notification est faite au plus tard quinze jours calendriers avant le début prévu des travaux.

Si, en raison de circonstances imprévues, la date de début et/ou la durée des travaux sont modifiées après la notification initiale, ce changement doit être signalé et motivé à la direction locale CBE dans les meilleurs délais.

Dans le cas de travaux urgents, par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une notification urgente peut être faite à la direction locale CBE. Un accord écrit de cette direction est nécessaire pour réaliser les travaux en urgence.

§ 3. Une notification annuelle suffit pour les travaux d'inventaire de l'amiante, les mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'atmosphère du lieu de travail, les analyses de l'amiante dans des matériaux et la réception et/ou le traitement des déchets d'amiante dans des installations de recyclage. Dans ces cas, l'employeur garde un état des lieux détaillé qui est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

§ 4. Pour les notifications visées au § 1^{er}, § 2, alinéa 1^{er} et § 3, est utilisé le formulaire qui est disponible sur le site internet du SPF Emploi. ».

Art. 13. In artikel VI.3-18 van dezelfde codex wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“Deze laboratoria zijn tevens voor de methode bedoeld in het eerste lid, geaccrediteerd overeenkomstig de norm NBN EN ISO/IEC 17025, en dit uiterlijk op 20 december 2029.”.

Art. 14. Artikel VI.3-19 van dezelfde codex wordt vervangen als volgt:

“**Art. VI.3-19.-** De meting van het asbestgehalte in de lucht op de arbeidsplaats wordt verricht volgens de norm NBN ISO 14966:2021 of een andere alternatieve methode die gelijkwaardige of nauwkeurigere resultaten oplevert.

De gebruikte debieten en de monsternemingsduur zijn afhankelijk van monsternemingsstrategie. De monsternemingsduur bedraagt minstens 4 uur en is eveneens voldoende om een bepaalbaarheidsgrens van 1000 vezels/m³ te garanderen.

Wanneer een monsternemingsduur van 4 uur niet mogelijk is wegens de beperkte duur van de werkzaamheden is een kortere monsternemingsduur toegestaan, op voorwaarde dat een verhoogd monsternemingsdebiet wordt gebruikt.

In afwijking van het eerste lid mag de meting van het asbestgehalte in de lucht op de arbeidsplaats tot en met 20 december 2027 worden verricht volgens de norm NBN T96-102* “Werkplaatsatmosferen - Bepaling van de asbestvezelconcentratie – Membraanfiltermethode met optische fasecontrastmicroscopie” of elke andere methode die gelijkwaardige resultaten oplevert.”.

Art. 15. In artikel VI.3-20, tweede lid, van dezelfde codex wordt het woord “ploeg” vervangen door het woord “ploegdienst”.

Art. 16. In artikel VI.3-25 van dezelfde codex worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden “4.4 van de norm NBN T96-102” vervangen door de woorden “7.2 van de norm NBN ISO 14966:2021”;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende:

“In afwijking van het tweede lid, mag de meting tot en met 20 december 2027 worden verricht volgens de norm NBN T96-102. In dat geval wordt de duur van de afzonderlijke monsternemingen eveneens bepaald door rekening te houden met de optimale filterbelasting, vermeld onder punt 4.4 van deze norm.”.

Art. 17. Artikel VI.3-27 van dezelfde codex wordt vervangen als volgt:

“**Art. VI.3-27.- § 1.** De werkgever die werkzaamheden uitvoert waarbij werknemers worden blootgesteld aan asbest, doet voor de aanvang van deze werkzaamheden een melding aan de plaatselijke directie TWW en aan zijn preventieadviseur-arbeidsarts.

Telkens wanneer een verandering in de arbeidsomstandigheden kan leiden tot een aanzienlijke toename van de blootstelling aan asbest, wordt een nieuwe melding gedaan.

§ 2. Voor werken omschreven in hoofdstuk X, wordt, onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 45 van het koninklijk besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen, deze melding uiterlijk vijftien kalenderdagen voor de geplande aanvang van de werkzaamheden gedaan.

Wanneer de aanvangsdatum en/of de duur van de werkzaamheden wegens onvoorziene omstandigheden veranderen na de initiële melding, wordt deze wijziging zo snel mogelijk aan de plaatselijke directie TWW gemeld en gemotiveerd.

In geval van hoogdringende werken kan in afwijking van het eerste lid een spoedmelding aan de plaatselijke directie TWW gedaan worden. Er is een schriftelijk akkoord van deze directie nodig om de werken met spoed uit te voeren.

§ 3. Voor asbestinventariseringswerkzaamheden, metingen van de asbestvezelconcentratie in de werkplaatsatmosfeer, analyses van asbest in materialen en ontvangst en/of verwerking van asbestafval in recyclagefaciliteiten volstaat een jaarlijkse melding. In deze gevallen houdt de werkgever een detailoverzicht bij dat ter beschikking wordt gehouden van de met het toezicht belaste ambtenaar.

§ 4. Voor de meldingen bedoeld in § 1, § 2, eerste lid en § 3 wordt het formulier gebruikt dat op de website van de FOD Werkgelegenheid ter beschikking wordt gesteld.”.

Art. 18. L'article VI.3-28 du même code est remplacé par ce qui suit :

« **Art. VI.3-28.- § 1^{er}.** Préalablement à la notification visée à l'article VI.3-27, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, § 2, alinéa 1^{er} et § 3, il consulte son Comité et les travailleurs concernés.

§ 2. Cette notification est également transmise à l'employeur de l'entreprise exerçant ses activités à l'endroit où seront exécutés les travaux.

L'employeur visé à l'alinéa 1^{er} avise les personnes ou organes suivants de cette notification :

- 1° le conseiller en prévention-médecin du travail ;
- 2° le conseiller en prévention sécurité du travail ;
- 3° le Comité, institué dans son entreprise. ».

Art. 19. L'article VI.3-37 du même code est remplacé par ce qui suit :

« **Art. VI.3-37.- § 1^{er}.** Sans préjudice de l'application des dispositions spécifiques des articles VI.3-67 à VI.3-72, l'employeur fournit une formation théorique et pratique appropriée à tous les travailleurs qui sont ou peuvent être exposés à l'amiante.

Cette formation est dispensée préalablement à la première exposition possible et est renouvelée annuellement par la suite, ainsi que lorsque des besoins de formation supplémentaires sont identifiés. Le conseiller en prévention-médecin du travail et le Comité remettent un avis préalable sur le programme de formation et son exécution.

La durée de cette formation est adaptée aux tâches des travailleurs concernés.

§ 2. Le contenu de cette formation est facilement compréhensible pour les travailleurs. Il est adapté aux caractéristiques de la profession des travailleurs ainsi qu'aux tâches et méthodes de travail spécifiques liées à cette profession. Il leur fournit les connaissances actualisées et les compétences nécessaires en matière de prévention et de sécurité, notamment en ce qui concerne :

- 1° les propriétés de l'amiante et ses effets sur la santé en cas d'exposition à l'amiante, y compris l'effet synergique de fumer ;
- 2° les types de produits ou matériaux susceptibles de contenir de l'amiante et leur utilisation dans les installations et bâtiments ;
- 3° les opérations pouvant entraîner une exposition à l'amiante et l'importance des contrôles préventifs pour minimiser une telle exposition ;
- 4° les exigences et prescriptions en matière de surveillance de la santé ;
- 5° les pratiques professionnelles sûres, les équipements de protection et les techniques de mesurage ;
- 6° le port et l'utilisation d'EPI, y compris leur rôle, leur choix, leurs limites, leur utilisation correcte et leur connaissance pratique, en accordant une attention particulière aux appareils respiratoires ;
- 7° les procédures d'urgence, y compris les premiers secours sur le chantier ;
- 8° les procédures de décontamination ;
- 9° l'élimination des déchets ;
- 10° la réglementation relative à la protection des travailleurs contre l'exposition à l'amiante.

§ 3. Cette formation est dispensée par un formateur possédant des connaissances actualisées et une expérience pratique avérées en matière d'exposition professionnelle à l'amiante résultant des activités des travailleurs auxquels la formation est destinée.

Le matériel d'enseignement et de cours utilisé, ainsi que la documentation prouvant que le formateur remplit ces conditions, sont tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

§ 4. Tout travailleur ayant participé à la formation reçoit une preuve de participation mentionnant la date, la durée, la langue et le contenu de la formation, ainsi que le nom et les qualifications du formateur. ».

Art. 18. Artikel VI.3-28 van dezelfde codex wordt vervangen als volgt:

“**Art. VI.3-28.- § 1.** Voorafgaand aan de melding bedoeld in artikel VI.3-27, § 1, eerste lid, § 2, eerste lid en § 3, raadpleegt de werkgever zijn Comité en de betrokken werknemers.

§ 2. Deze melding wordt eveneens overgemaakt aan de werkgever van de onderneming die bedrijvig is op de plaats waar de werken zullen worden uitgevoerd.

De werkgever bedoeld in het eerste lid informeert volgende personen of organen over deze melding:

- 1° de preventieadviseur-arbeidsarts;
- 2° de preventieadviseur arbeidsveiligheid;
- 3° het Comité, opgericht in zijn onderneming.”.

Art. 19. Artikel VI.3-37 van dezelfde codex wordt vervangen als volgt:

“**Art. VI.3-37.- § 1.** Onverminderd de toepassing van de specifieke bepalingen van de artikelen VI.3-67 tot VI.3-72, verschaft de werkgever een passende theoretische en praktische opleiding aan alle werknemers die aan asbest worden of kunnen worden blootgesteld.

Deze opleiding wordt verstrekt voorafgaand aan de eerste mogelijke blootstelling en vervolgens jaarlijks, alsook wanneer aanvullende opleidingsbehoeften worden vastgesteld. De preventieadviseur-arbeidsarts en het Comité geven een voorafgaand advies over het opleidingsprogramma en zijn uitvoering.

De duur van deze opleiding wordt afgestemd op de taken van de betrokken werknemers.

§ 2. De inhoud van deze opleiding is voor de werknemers gemakkelijk te begrijpen. Zij wordt afgestemd op de kenmerken van het beroep van de werknemers en de specifieke taken en werkmethode die met het beroep gepaard gaan. Zij verschaft hun de nodige actuele kennis en vaardigheden inzake preventie en veiligheid, met name met betrekking tot:

- 1° de eigenschappen van asbest en de effecten van asbest op de gezondheid bij blootstelling aan asbest, met inbegrip van het synergetische effect van roken;
- 2° de soorten producten of materialen die asbest kunnen bevatten en hun aanwending in installaties en gebouwen;
- 3° de handelingen die zouden kunnen leiden tot blootstelling aan asbest en het belang van preventieve controles om zulke blootstelling tot een minimum te beperken;
- 4° de vereisten en voorschriften inzake het gezondheidstoezicht;
- 5° de veilige werkmethode, beschermingsmiddelen en meettechnieken;
- 6° het dragen en gebruiken van PBM met inbegrip van de rol, de keuze, de beperkingen, het juiste gebruik en praktische kennis ervan, met bijzondere aandacht voor ademhalingstoestellen;
- 7° de noodprocedures, met inbegrip van eerste hulp op de bouwplaats;
- 8° de ontsmettingsprocedures;
- 9° de verwijdering van afvalstoffen;
- 10° de reglementering inzake de bescherming van werknemers tegen de blootstelling aan asbest.

§ 3. Deze opleiding wordt gegeven door een lesgever met aantoonbare actuele kennis van en praktijkervaring met de beroepsblootstelling aan asbest ingevolge de werkzaamheden van de werknemers waarvoor de opleiding bedoeld is.

Het gebruikte les- en cursusmateriaal, en de documentatie die aantoont dat de lesgever voldoet aan deze voorwaarden, worden ter beschikking gehouden van de met het toezicht belaste ambtenaar.

§ 4. Iedere werknemer die de opleiding heeft gevolgd, krijgt een bewijs van deelname waarop de datum, duur, taal en inhoud van de opleiding worden vermeld, evenals de naam en kwalificatie van de lesgever.”.

Art. 20. Dans l'article VI.3-38 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Sous réserve de l'application du livre VI, titre 2, pour toutes activités au cours desquelles les travailleurs sont exposés à l'amiante pendant leur travail, l'exposition des travailleurs aux poussières provenant de l'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante sur le lieu de travail est réduite au minimum et en tout cas maintenue à un niveau aussi bas que techniquement possible en-dessous de la valeur limite visée à l'article VI.3-2, 4°. »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le *b*) est remplacé par ce qui suit :

« *b*) le nombre de travailleurs exposés ou susceptibles d'être exposés à la poussière d'amiante est limité au minimum possible ; » ;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le *c*) est remplacé par ce qui suit :

« *c*) les processus de travail sont conçus de telle sorte qu'il n'y ait pas de libération de poussière d'amiante ou, si cela s'avère impossible, qu'il n'y ait pas de dégagement de poussière d'amiante dans l'air, grâce à la prise de mesures telles que :

- la suppression de la poussière d'amiante ;
- l'aspiration de la poussière d'amiante à la source ;
- la sédimentation continue des fibres d'amiante en suspension dans l'air ; » ;

4° le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est complété par les *g*) et *h*), rédigés comme suit :

« *g*) les travailleurs sont soumis à une procédure de décontamination appropriée ;

h) pour les travaux effectués sous confinement, une protection adéquate est assurée ; » ;

5° dans le paragraphe 3, le *g*), alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante :

« L'employeur veille à ce que les appareils respiratoires soient adaptés individuellement et vérifie qu'ils sont correctement ajustés, notamment en effectuant méticuleusement les fit tests appropriés annuels, ainsi que les fit checks appropriés avant chaque utilisation. ».

Art. 21. Dans le livre VI, titre 3, du même code, le chapitre VIII, comportant l'article VI.3-40, est abrogé.

Art. 22. Dans l'article VI.3-41, alinéa 1^{er}, du même code, le mot « aux » est remplacé par les mots « à toutes les » et le mot « possibles » est inséré entre les mots « techniques préventives » et les mots « visant à limiter ».

Art. 23. Dans l'article VI.3-42 du même code, les mots « enlevés, réparés ou encapsulés » sont remplacés par les mots « manipulés, en donnant la priorité à l'élimination de l'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante par rapport à d'autres formes de manipulation de l'amiante, telles que la réparation ou l'encapsulation. »

Art. 24. Dans l'article VI.3-45 du même code, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « et, lorsque les travaux s'effectuent dans un confinement, pour veiller à ce que ce confinement soit rendu étanche à l'air et ventilé mécaniquement par extraction ».

Art. 25. L'article VI.3-47 du même code est remplacé par ce qui suit :

« **Art. VI.3-47.-** L'employeur met à la disposition des travailleurs des appareils respiratoires appropriés et d'autres EPI, dont le port est obligatoire, conformément au livre IX, titre 2, et il veille à ce que ces EPI soient utilisés correctement.

L'employeur veille à ce que les appareils respiratoires soient adaptés individuellement et il vérifie qu'ils sont correctement ajustés, notamment en effectuant méticuleusement les fit tests appropriés annuels, ainsi que les fit checks appropriés avant chaque utilisation. ».

Art. 26. Dans l'article VI.3-50 du même code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation aux dispositions visées à l'alinéa 1^{er}, les traitements simples, visés à l'article VI.3-54, peuvent également être réalisés par des entreprises figurant sur la liste visée à l'article VI.4-23, ainsi que par les employeurs visés à l'article VI.4-20 deuxième alinéa, dans les conditions qui y sont prévues. ».

Art. 20. In artikel VI.3-38 van dezelfde codex worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° § 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt:

“§ 1. “Onder voorbehoud van de toepassing van boek VI, titel 2, wordt bij alle werkzaamheden waarbij werknemers tijdens hun werk worden blootgesteld aan asbest, de blootstelling van werknemers aan stof afkomstig van asbest of asbesthoudende materialen op de arbeidsplaats tot een minimum beperkt en wordt zij in ieder geval zo laag gehouden als technisch mogelijk is onder de grenswaarde bedoeld in artikel VI.3-2, 4°.”;

2° in paragraaf 1, tweede lid, wordt de bepaling onder *b*) vervangen als volgt:

“*b*) het aantal werknemers dat aan asbeststof wordt of kan worden blootgesteld, wordt zo klein mogelijk gehouden;”;

3° in paragraaf 1, tweede lid, wordt de bepaling onder *c*) vervangen als volgt:

“*c*) de werkprocedures zijn zo ingericht dat er geen asbeststof vrijkomt of, indien dat onmogelijk is, dat wordt vermeden dat asbeststof vrijkomt in de lucht, door middel van maatregelen zoals:

- de onderdrukking van asbeststof;
- de afzuiging van asbeststof bij de bron;
- het continu laten neerslaan van in de lucht zwevende asbestvezels;”;

4° paragraaf 1, tweede lid, wordt aangevuld met de bepalingen onder *g*) en *h*), luidende:

“*g*) de werknemers ondergaan een passende ontsmettingsprocedure;

h) bij werkzaamheden in gesloten ruimten wordt adequate bescherming gewaarborgd;”;

5° in paragraaf 3 wordt de bepaling onder *g*), eerste lid aangevuld met de volgende zin:

“De werkgever zorgt ervoor dat de ademhalingsstoestellen individueel aangepast zijn en gaat na of ze goed aansluiten, met name door het nauwgezet uitvoeren van de gepaste jaarlijkse fit tests, evenals de gepaste fit checks vóór elk gebruik.”.

Art. 21. In boek VI, titel 3 van dezelfde codex, wordt hoofdstuk VIII, dat artikel VI.3-40 bevat, opgeheven.

Art. 22. In artikel VI.3-41, eerste lid, van dezelfde codex worden de woorden “het treffen van alle mogelijke” ingevoegd tussen de woorden “dat ondanks” en de woorden “preventieve technische”.

Art. 23. In artikel VI.3-42 van dezelfde codex worden de woorden “verwijderd, hersteld of ingekapseld” vervangen door de woorden “behandeld, waarbij hij prioriteit geeft aan de verwijdering van het asbest of de asbesthoudende materialen boven andere vormen van behandeling, zoals herstelling of inkapseling”.

Art. 24. In artikel VI.3-45 van dezelfde codex wordt het eerste lid aangevuld met de woorden “en dat, bij werkzaamheden die in afgesloten ruimten worden verricht, de afgesloten ruimte luchtdicht wordt gemaakt en mechanisch geventileerd door extractie”.

Art. 25. Artikel VI.3-47 van dezelfde codex wordt vervangen als volgt:

“**Art. VI.3-47.-** De werkgever stelt passende ademhalingsstoestellen en andere PBM, waarvan het dragen verplicht is, ter beschikking van de werknemers in overeenstemming met boek IX, titel 2, en waakt erover dat deze PBM op de juiste wijze worden gebruikt.

De werkgever zorgt ervoor dat de ademhalingsstoestellen individueel aangepast zijn, en gaat na of ze goed aansluiten, met name door het nauwgezet uitvoeren van de gepaste jaarlijkse fit tests, evenals de gepaste fit checks vóór elk gebruik.”.

Art. 26. In artikel VI.3-50 van dezelfde codex wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“In afwijking van het bepaalde in het eerste lid, kunnen de eenvoudige handelingen, bedoeld in artikel VI.3-54, eveneens worden uitgevoerd door ondernemingen die opgenomen zijn in de lijst bedoeld in artikel VI.4-23, evenals door de werkgevers bedoeld in artikel VI.4-20 tweede lid, onder de aldaar vermelde voorwaarden.”.

Art. 27. Dans l'article VI.3-54 du même code, l'alinéa 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« La technique des traitements simples sont des méthodes d'enlèvement d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante qui ne peuvent être utilisées que dans les cas visés à l'annexe VI.3-2, A. »

Art. 28. Dans l'article VI.3-55 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, 8°, les mots « 0,01 fibre par cm³ » sont remplacés par les mots « un dixième de la valeur limite » ;

2° dans le paragraphe 2, le 2° est complété par les mots « , ainsi que les mesures prévues en cas d'incident ».

Art. 29. Dans l'article VI.3-59 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pendant les travaux avec le sac à manchons, le laboratoire visé à l'article VI.3-18 effectuée au moins un mesurage personnel représentatif par groupe d'exposition représentatif et au moins un mesurage de l'air ambiant, par journée de travail de huit heures. » ;

2° dans l'alinéa 2, les mots « 0,01 fibre par cm³ » sont remplacés par les mots « un dixième de la valeur limite ».

Art. 30. Dans l'article VI.3-61 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « ou de son délégué » sont abrogés ;

2° dans le paragraphe 2, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« Après l'obtention de l'approbation visée à l'alinéa 2, elle est jointe au plan de travail, et les travaux sont notifiés conformément à l'article VI.3-27.

Cette approbation n'est valable que pour l'entreprise qui l'a demandée et pour le chantier pour lequel elle a été demandée. » ;

3° l'article est complété par le paragraphe 3, rédigé comme suit :

« § 3. Si, en raison de la nature de la construction, il faut faire appel à des collaborateurs disposant de compétences particulières, les données relatives à ces collaborateurs ainsi que la formation pertinente relative à l'exécution des travaux pour lesquels une exposition à l'amiante est possible, que ces personnes ont suivies ou suivront avant le début des travaux, sont également mentionnées dans le plan de travail. ».

Art. 31. Dans l'article VI.3-62, alinéa 2, du même code, les mots « agréé ou les laboratoires agréés » sont remplacés par les mots « ou les laboratoires visés à l'article VI.3-18 ».

Art. 32. Dans le livre VI, titre 3 du même code, la section 6 est remplacé par ce qui suit :

« **Section 6. Formation spécifique pour les travailleurs chargés de la démolition et de l'enlèvement de l'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante**

Art. VI.3-67.- § 1^{er}. Tous les travailleurs effectuant des travaux de démolition et d'enlèvement d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante, y compris les chefs de chantier, suivent la formation de base visée dans la présente section avant de commencer ces travaux.

Ils suivent également un recyclage annuel. Les travailleurs qui n'ont pas suivi le recyclage annuel ne sont plus autorisés à effectuer ces travaux jusqu'à ce qu'ils aient à nouveau suivi la formation de base.

§ 2. Pour dispenser la formation de base et le recyclage, l'employeur fait appel à un organisateur externe figurant sur la « liste des organisateurs de formations et de recyclages en matière d'enlèvement d'amiante » visée à l'article VI.3-71.

Art. VI.3-68.- § 1^{er}. La formation de base vise à fournir aux travailleurs qui effectuent des travaux de démolition et d'enlèvement d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante les connaissances et les compétences nécessaires pour effectuer ces travaux sans risque pour leur bien-être au travail.

A cette fin, cette formation comprend au moins les sujets suivants :

1° le contenu visé à l'article VI.3-37, § 2 ;

2° la réglementation en matière de démolition et d'enlèvement d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante ;

Art. 27. In artikel VI.3-54 van dezelfde codex worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt:

“De techniek van de eenvoudige handelingen zijn methodes van verwijdering van asbest of asbesthoudend materiaal die uitsluitend mogen worden toegepast voor de gevallen bedoeld in bijlage VI.3-2, A.”

Art. 28. In artikel VI.3-55, van dezelfde codex worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, 8°, worden de woorden “0,01 vezel per cm³” vervangen door de woorden “één tiende van de grenswaarde”;

2° in paragraaf 2 wordt de bepaling onder 2° aangevuld met de woorden “, alsook de voorziene maatregelen in geval zich een incident zou voordoen”.

Art. 29. In artikel VI.3-59 van dezelfde codex worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

“Tijdens het werken met couveusezakken voert het laboratorium bedoeld in artikel VI.3-18 per achturige werkdag minstens één representatieve persoonlijke meting per representatieve blootstellingsgroep en minstens één omgevingsmeting uit.”;

2° in het tweede lid worden de woorden “0,01 vezels per cm³” vervangen door de woorden “één tiende van de grenswaarde”.

Art. 30. In artikel VI.3-61, van dezelfde codex worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden “of zijn afgevaardigde” opgeheven;

2° in paragraaf 2 worden het derde en het vierde lid vervangen als volgt:

“Nadat de goedkeuring bedoeld in het tweede lid werd verkregen, wordt deze gevoegd bij het werkplan, en worden de werken gemeld overeenkomstig artikel VI.3-27.

Deze goedkeuring is enkel geldig voor de onderneming die deze heeft aangevraagd en voor de werf waarvoor deze werd aangevraagd.”;

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende:

“§ 3. Indien door de aard van de constructie een beroep moet gedaan worden op medewerkers met bijzondere competenties, worden de gegevens van deze medewerkers en de relevante opleiding met betrekking tot het uitvoeren van werken met mogelijke blootstelling aan asbest die ze gevolgd hebben of voor de aanvang van de werken zullen volgen, eveneens in het werkplan vermeld.”.

Art. 31. In artikel VI.3-62, tweede lid, van dezelfde codex worden de woorden “erkende laboratorium of de erkende laboratoria” vervangen door de woorden “laboratorium of de laboratoria bedoeld in artikel VI.3-18”.

Art. 32. In boek VI, titel 3 van dezelfde codex, wordt afdeling 6 vervangen als volgt:

“**Afdeling 6. Specifieke opleiding voor werknemers belast met het slopen en verwijderen van asbest of asbesthoudende materialen**

Art. VI.3-67.- § 1. Alle werknemers die sloop- en verwijderingswerkzaamheden van asbest of asbesthoudende materialen uitvoeren, met inbegrip van werfleiders, volgen de basisopleiding bedoeld in deze afdeling vooraleer deze werkzaamheden aan te vatten.

Zij volgen eveneens een jaarlijkse bijscholing. Werknemers die de jaarlijkse bijscholing niet hebben gevolgd, mogen deze werkzaamheden niet langer uitvoeren tot zij opnieuw de basisopleiding gevolgd hebben.

§ 2. Voor het verstrekken van de basisopleiding en de bijscholing doet de werkgever een beroep op een externe organisator die vermeld is op de “lijst van organisatoren van opleidingen en bijscholingen inzake asbestverwijdering” bedoeld in artikel VI.3-71.

Art. VI.3-68.- § 1. De basisopleiding heeft tot doel om aan werknemers die sloop- en verwijderingswerkzaamheden van asbest of asbesthoudende materialen uitvoeren, de kennis en vaardigheden te verschaffen die nodig zijn om deze werkzaamheden uit te voeren zonder risico's voor hun welzijn op het werk.

Daartoe omvat deze opleiding minstens de volgende onderwerpen:

1° de inhoud bepaald in artikel VI.3-37, § 2;

2° de reglementering inzake sloop en verwijdering van asbest of asbesthoudende materialen;

3° les techniques de démolition et d'enlèvement d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante ainsi que les risques pour le bien-être qui y sont associés ;

4° l'utilisation d'équipements technologiques et de machines pour limiter la libération et la propagation de fibres d'amiante au cours des processus de travail ;

5° les règles spécifiques relatives à l'utilisation des EPI, les procédures d'urgence et les procédures de décontamination qui découlent du fait qu'il s'agit de travaux de démolition et d'enlèvement ;

6° les règles et techniques spécifiques en matière de traitement, la collecte et l'élimination des déchets d'amiante.

La formation est adaptée le mieux possible aux caractéristiques de la profession des travailleurs ainsi qu'aux tâches et méthodes de travail spécifiques qui y sont associées.

La formation se termine par une évaluation des participants qui vérifie s'ils ont acquis les connaissances et les compétences visées dans le présent article.

La durée de la formation de base est d'au moins :

1° 32 heures pour les travailleurs chargés de la démolition ou de l'enlèvement d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante et pour les chefs de chantier ;

2° par dérogation au point 1°, 8 heures pour les travailleurs qui n'effectuent que des traitements simples visés à l'article VI.3-54.

§ 2. Le recyclage annuel est axé sur les besoins de formation identifiés et, le cas échéant, sur des techniques ou des méthodes de travail adaptées ou nouvelles. Le recyclage ne doit pas nécessairement couvrir tous les sujets de la formation de base, mais doit en tout cas inclure un module sur l'utilisation correcte de la protection respiratoire.

La durée du recyclage annuel est d'au moins 8 heures et porte sur les tâches spécifiques des travailleurs qui effectuent des activités de démolition et d'enlèvement d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante ou, pour les chefs de chantier, sur les tâches spécifiques des chefs de chantier.

§ 3. La formation de base et le recyclage annuel sont pour la moitié consacrés à des exercices pratiques au cours desquels les conditions de travail d'un chantier de démolition ou d'enlèvement d'amiante ou des matériaux contenant de l'amiante sont simulées, sans qu'il soit fait usage d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante.

Art. VI.3-69.- § 1^{er}. Tout travailleur qui réussit la formation de base reçoit un certificat de formation comportant les mentions suivantes :

1° le nom et le prénom du travailleur ;

2° la ou les dates de la formation ;

3° la durée de la formation ;

4° le contenu de la formation ;

5° la langue de la formation ;

6° l'évaluation de la formation ;

7° le nom, la qualification et les coordonnées de l'organisateur qui a dispensé la formation.

§ 2. À la fin d'un recyclage annuel, tous les participants reçoivent une preuve de participation.

Art. VI.3-70.- L'organisateur de la formation de base et du recyclage visés dans la présente section remplit les conditions suivantes :

1° l'organisateur veille à ce que le contenu, la durée et le cas échéant l'évaluation de la formation de base et du recyclage répondent aux dispositions de l'article VI.3-68 ;

2° l'organisateur fait seulement appel à des formateurs possédant des connaissances actualisées et une expérience pratique avérées en matière d'exposition professionnelle à l'amiante correspondant aux activités des travailleurs auxquels la formation est destinée ;

3° l'organisateur dispose des moyens appropriés, notamment des salles de cours et du matériel d'enseignement qui tiennent compte des activités des travailleurs, de l'état actuel de la technique et de la réglementation relative à la protection des travailleurs contre l'exposition à l'amiante ;

4° l'organisateur remet aux travailleurs un certificat de formation visé à l'article VI.3-69, § 1, ou une preuve de participation visée à l'article VI.3-69, § 2 ;

5° l'organisateur organise la formation de base ainsi que les recyclages annuels visés à l'article VI.3-68 ;

6° l'organisateur transmet le rapport annuel visé à l'article VI.3-72 à la direction générale HUT à temps.

3° de technieken voor sloop en verwijdering van asbest of asbesthoudende materialen en de daaraan verbonden risico's voor het welzijn;

4° het gebruik van technologische apparatuur en machines om het vrijkomen en de verspreiding van asbestvezels tijdens de arbeidsprocessen te beperken;

5° de specifieke regels voor het gebruik van PBM, de noodprocedures en de ontsmettingsprocedures die voortvloeien uit het feit dat het gaat om sloop- en verwijderingswerkzaamheden;

6° de specifieke regels en technieken voor het behandelen, inzamelen en afvoeren van asbestafval.

De opleiding wordt zo goed mogelijk afgestemd op de kenmerken van het beroep van de werknemers en de daaraan verbonden specifieke taken en werkmethoden.

De opleiding wordt afgesloten met een evaluatie van de deelnemers die nagaat of zij de kennis en vaardigheden bedoeld in dit artikel hebben verworven.

De duur van de basisopleiding bedraagt ten minste:

1° 32 uur voor werknemers belast met het slopen of verwijderen van asbest of asbesthoudende materialen en voor werfleiders;

2° in afwijking van punt 1°, 8 uur voor werknemers die uitsluitend eenvoudige handelingen verrichten zoals bedoeld in artikel VI.3-54.

§ 2. De jaarlijkse bijscholing wordt toegespitst op vastgestelde opleidingsbehoeften en, in voorkomend geval, op aangepaste of nieuwe technieken of werkmethoden. De bijscholing moet niet alle onderwerpen van de basisopleiding hernemen, maar bevat in elk geval een module over het juiste gebruik van ademhalingsbescherming.

De duur van de jaarlijkse bijscholing bedraagt ten minste 8 uur en is gericht op de specifieke taken van de werknemers die sloop- en verwijderingswerkzaamheden van asbest of asbesthoudende materialen uitvoeren, of, voor werfleiders, op de specifieke taken van de werfleiders.

§ 3. De basisopleiding en de jaarlijkse bijscholing zijn voor de helft gewijd aan praktijkoefeningen waarbij de werkomstandigheden van een bouwplaats voor de sloop of verwijdering van asbest of asbesthoudende materialen worden gesimuleerd, zonder dat hiervoor asbest of asbesthoudende materialen worden gebruikt.

Art. VI.3-69.- § 1. Iedere werknemer die geslaagd is voor de basisopleiding ontvangt een opleidingsgetuigschrift met de volgende vermeldingen:

1° de naam en voornaam van de werknemer;

2° de datum/data van de opleiding;

3° de duur van de opleiding;

4° de inhoud van de opleiding;

5° de taal waarin de opleiding gegeven werd;

6° de evaluatie van de opleiding;

7° de naam, kwalificatie en contactgegevens van de organisator die de opleiding heeft verstrekt.

§ 2. Na afloop van een jaarlijkse bijscholing ontvangen alle aanwezigen een bewijs van deelname.

Art. VI.3-70.- De organisator van de basisopleiding en de bijscholing bedoeld in deze afdeling voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° de organisator zorgt ervoor dat de inhoud, de duur en in voorkomend geval de evaluatie van de basisopleiding en van de bijscholing voldoen aan de bepalingen van artikel VI.3-68;

2° de organisator doet uitsluitend beroep op lesgevers die beschikken over aantoonbare actuele kennis van en praktijkervaring met de beroepsblootstelling aan asbest die relevant is voor de werkzaamheden van de werknemers waarvoor de opleiding bedoeld is;

3° de organisator beschikt over de gepaste middelen, inzonderheid leslokalen en lesmateriaal dat rekening houdt met de werkzaamheden van de werknemers, de actuele stand van de techniek en van de regelgeving inzake bescherming van werknemers tegen de blootstelling aan asbest;

4° de organisator verstrekt aan de werknemers een opleidingsgetuigschrift zoals bedoeld in art. VI.3-69, § 1, of een bewijs van deelname zoals bedoeld in art. VI.3-69, § 2;

5° de organisator organiseert zowel de basisopleiding als de jaarlijkse bijscholingen bedoeld in artikel VI.3-68;

6° de organisator maakt het jaarverslag bedoeld in artikel VI.3-72 tijdig over aan de algemene directie HUA.

L'organisateur tient les documents prouvant le respect de ces conditions, y compris le matériel d'enseignement et de cours utilisé, à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. VI.3-71.- § 1^{er}. L'organisateur de la formation de base et du recyclage visés dans la présente section qui remplit les conditions visées à l'article VI.3-70 le signale à la direction générale HUT au moyen du formulaire qui est disponible sur le site internet du SPF Emploi et est inscrit sur la « liste des organisateurs de formations et de recyclages en matière d'enlèvement de l'amiante » du site internet du SPF Emploi.

§ 2. Si, après un contrôle par la direction générale CBE et après avoir donné à l'organisateur l'opportunité de s'expliquer, il apparaît que celui-ci ne remplit plus les conditions visées à l'article VI.3-70, il est rayé de la liste visée à l'article VI.3-71.

Art. VI.3-72.- L'organisateur de la formation de base et du recyclage visés dans la présente section établit un rapport annuel de ses activités au moyen du modèle mis à disposition sur le site internet du SPF Emploi, et le transmet à la direction générale HUT au plus tard le 1^{er} mars de l'année qui suit celle qu'il concerne. ».

Art. 33. Dans le livre VI, titre 3, du même code, un chapitre XI est inséré, contenant l'article VI.3-73, rédigé comme suit :

« Chapitre XI. Adaptations à l'état de la technique

Art. VI.3-73.- Si une nouvelle méthode ou procédure garantit un meilleur résultat et que la protection du travailleur lors de son application est équivalente ou meilleure et que cette méthode n'est pas conforme à une ou plusieurs dispositions du présent titre, une dérogation peut être demandée au fonctionnaire dirigeant de CBE.

Dans ce cas, l'employeur qui va effectuer les travaux soumet les documents suivants à l'approbation du fonctionnaire dirigeant de CBE :

1° une description détaillée de la nouvelle méthode ou procédure, des installations et outils utilisés, et des structures/matériaux auxquels elle sera appliquée ;

2° une liste des dispositions auxquelles il est dérogé ;

3° une motivation démontrant que cette nouvelle méthode garantit un meilleur résultat et un niveau de protection au moins équivalent ;

4° un plan de travail.

Le fonctionnaire dirigeant de CBE peut demander à l'employeur de proposer un chantier d'essai sur lequel la nouvelle méthode sera appliquée et validée, en présence d'un fonctionnaire chargé de la surveillance. Après la réalisation du chantier d'essai, la validation de la méthode est soumise au fonctionnaire dirigeant de CBE.

Après l'obtention de l'approbation visée à l'alinéa 2, celle-ci est jointe au plan de travail, et les travaux sont notifiés conformément à l'article VI.3-27.

Cette approbation est accordée exclusivement à l'entreprise qui l'a demandée et pour le chantier pour lequel elle a été demandée, ou, si expressément mentionné, pour d'autres chantiers de la même entreprise. ».

Art. 34. À l'annexe VI.3-1 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1^{er}, les mots « au moins » sont insérés entre les mots « peut provoquer » et les mots « les affections suivantes » ;

2° le point 1^{er} est complété par les tirets suivants :

- « - cancer gastro-intestinal ;
- cancer des ovaires ;
- affections de la plèvre non malignes. » ;

3° dans le point 3 les mots « une évaluation de l'aptitude médicale du travailleur à porter un appareil respiratoire » sont insérés entre les mots « - un entretien personnel » et les mots « une examen clinique général, et notamment du thorax ; ».

Art. 35. Au point B de l'annexe VI.3-2 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° la technique d'exécution des travaux a été évaluée, conformément au chapitre VI, par des mesurages de l'air effectués par le laboratoire en application de l'article VI.3-18 ; » ;

De organisator houdt de documentatie die aantoonst dat aan deze voorwaarden voldaan is, met inbegrip van het gebruikte les- en cursusmateriaal, ter beschikking van de met het toezicht belaste ambtenaar.

Art. VI.3-71.- § 1. De organisator van de basisopleiding en de bijscholing bedoeld in deze afdeling die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel VI.3-70 meldt dit aan de algemene directie HUA aan de hand van het formulier dat op de website van de FOD Werkgelegenheid ter beschikking wordt gesteld en wordt opgenomen op de "lijst van organisatoren van opleidingen en bijscholingen inzake asbestverwijdering" op de website van de FOD Werkgelegenheid.

§ 2. Indien na controle door de algemene directie TWW en nadat de organisator in de gelegenheid is gesteld toelichting te verschaffen, blijkt dat hij niet meer voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel VI.3-70, wordt hij van de in artikel VI.3-71 bedoelde lijst geschrapt.

Art. VI.3-72.- De organisator van de basisopleiding en de bijscholing bedoeld in deze afdeling stelt een jaarverslag op van zijn activiteiten aan de hand van het model dat op de website van de FOD Werkgelegenheid ter beschikking wordt gesteld, en maakt dit over aan de algemene directie HUA ten laatste op 1 maart van het jaar dat volgt op dat waarop het betrekking heeft.".

Art. 33. In boek VI, titel 3, van dezelfde codex, wordt een hoofdstuk XI ingevoegd, dat artikel VI.3-73 bevat, luidende:

"Hoofdstuk XI. Aanpassingen aan de stand van de techniek

Art. VI.3-73.- Indien een nieuwe methode of werkwijze een beter resultaat waarborgt en de bescherming van de werknemer bij toepassing ervan gelijkwaardig of beter is en deze methode niet conform is met één of meerdere bepalingen in deze titel, kan er een afwijking gevraagd worden aan de leidend ambtenaar TWW.

In dat geval legt de werkgever die de werken zal uitvoeren de volgende documenten ter goedkeuring voor aan de leidend ambtenaar TWW:

1° een gedetailleerde beschrijving van de nieuwe methode of werkwijze, gebruikte installaties en werktuigen, en de structuren/materialen waarop deze zal toegepast worden;

2° een lijst van de bepalingen waarvan wordt afgeweken;

3° een motivering die aantoonst dat deze nieuwe methode een beter resultaat waarborgt en minstens een equivalent beschermingsniveau garandeert;

4° een werkplan.

De leidend ambtenaar TWW kan de werkgever vragen om een voorstel voor een proefwerk waar de nieuwe methode zal worden uitgevoerd en gevalideerd, in de aanwezigheid van een met het toezicht belaste ambtenaar. Na uitvoering van de proefwerk wordt de validering van de methode voorgelegd aan de leidend ambtenaar TWW.

Nadat de goedkeuring bedoeld in het tweede lid, werd verkregen, wordt deze gevoegd bij het werkplan, en worden de werken gemeld overeenkomstig artikel VI.3-27.

Deze goedkeuring wordt uitsluitend verleend aan de onderneming die deze heeft aangevraagd en voor de werf waarvoor deze werd aangevraagd of, indien uitdrukkelijk vermeld, voor andere werven van dezelfde onderneming.".

Art. 34. In bijlage VI.3-1 van dezelfde codex worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 1 worden de woorden "ten minste" ingevoegd tussen de woorden "blootstelling aan asbest" en de woorden "de volgende ziekten";

2° de bepaling onder punt 1 wordt aangevuld met de volgende streepjes:

- "- maag- en darmkanker;
- eierstokkanker;
- niet-kwaadaardige pleurale ziekten.";

3° in de bepaling onder punt 3 worden de woorden "een beoordeling van de medische geschiktheid van de werknemer om een ademhalings-toestel te dragen" ingevoegd tussen de woorden "- een persoonlijk gesprek" en de woorden "- een algemeen klinisch onderzoek, met name van de borstkas;".

Art. 35. In punt B van bijlage VI.3-2 van dezelfde codex, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder 2° wordt vervangen als volgt:

"2° de techniek voor de uitvoering van de werken werd overeenkomstig hoofdstuk VI, geëvalueerd door luchtmetingen uitgevoerd door het laboratorium met toepassing van artikel VI.3-18;"

2° le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° si la valeur limite est dépassée, la méthode de travail est adaptée ou une autre technique est appliquée ; » ;

3° le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° lors de l'exécution des travaux, les travailleurs portent un masque complet avec filtre P3 à ventilation assistée ou tout autre appareil d'efficacité équivalente ou supérieure, sauf si l'analyse des risques démontre qu'une efficacité moindre est suffisante ; des douches sont prévues, sauf si l'analyse des risques démontre qu'elles ne sont pas nécessaires. ».

Art. 36. Dans le même code, l'annexe VI.3-4 est remplacée par l'annexe II jointe au présent arrêté.

Art. 37. Dans l'annexe VI.3-5 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'intitulé est remplacé par ce qui suit :

« **Procédure d'échantillonnage dans le cadre de l'inventaire** » ;

2° dans l'alinéa 2 du texte en néerlandais, le mot « Stanleyes » est remplacé par le mot « breekmes » ;

3° dans l'alinéa 5, le mot « indications » est remplacé par les mots « méthodes et procédures ».

CHAPITRE IV. — *Modifications du livre VI, titre 4 du code du bien-être au travail*

Art. 38. Dans le livre VI du même code, l'intitulé du titre 4 est remplacé par ce qui suit :

« **Titre 4. Dispositions spécifiques pour enleveurs d'amiante** ».

Art. 39. Dans le livre VI, titre 4, du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'intitulé du chapitre I^{er} est remplacé par ce qui suit :

« **Chapitre I^{er}.- Agrément des entreprises qui effectuent des travaux de démolition ou d'enlèvement lors desquels d'importantes quantités d'amiante peuvent être libérées** » ;

2° Dans le chapitre I^{er}, une section Ière est insérée, comportant les articles VI.4-1 à VI.4-3, intitulée :

« **Section Ière.- Dispositions générales et définitions** » ;

3° l'intitulé du chapitre II est remplacé par ce qui suit :

« **Section 2.- Conditions d'agrément** » ;

4° l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« **Section 3.- Procédure d'agrément** » ;

5° l'intitulé du chapitre IV est remplacé par ce qui suit :

« **Section 4.- Modifications pendant un agrément en cours** » ;

6° l'intitulé du chapitre V est remplacé par ce qui suit :

« **Section 5.- Surveillance et sanctions** ».

Art. 40. Dans l'article VI.4-1 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le mot « titre » est remplacé par le mot « chapitre » ;

2° dans le point 1° les mots « ou employeur » sont abrogés.

Art. 41. L'article VI.4-2 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Les entreprises qui effectuent des travaux de démolition ou d'enlèvement telles que visées à l'article 6bis, alinéas 1^{er} et 2 de la loi, doivent être agréées dans les conditions et selon les modalités visées au présent chapitre.

Les employeurs qui sont uniquement agréés pour effectuer des travaux de démolition ou d'enlèvement dans leur propre entreprise ne peuvent pas effectuer des travaux de démolition ou d'enlèvement auprès de tiers. »

Art. 42. Dans l'article VI.4-3 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le mot « titre » est remplacé par le mot « chapitre » et les mots « lors desquels d'importantes quantités d'amiante peuvent être libérées » sont abrogés ;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

2° de la bepaling onder 3° wordt vervangen als volgt:

“3° indien de grenswaarde wordt overschreden, wordt de werkmethode aangepast of een andere techniek toegepast;”;

3° de bepaling onder 4° wordt vervangen als volgt:

“4° bij het uitvoeren van de werkzaamheden dragen de werknemers een motoraangedreven volgelaatsmasker met P3 filter of elk ander toestel met een gelijkwaardige of hogere doelmatigheid, tenzij uit de risicoanalyse blijkt dat een lagere doelmatigheid voldoende is; er worden douches voorzien tenzij uit de risicoanalyse blijkt dat die niet vereist zijn.”.

Art. 36. In dezelfde codex wordt de bijlage VI.3-4 vervangen door de bijlage II gevoegd bij dit besluit.

Art. 37. In bijlage VI.3-5 van dezelfde codex, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het opschrift wordt vervangen als volgt:

“**Werkwijze bij monsternemingen in het kader van de inventarisatie**”;

2° in het tweede lid van de Nederlandse tekst wordt het woord “Stanleyes” vervangen door het woord “breekmes”;

3° in het vijfde lid wordt het woord “aanwijzingen” vervangen door de woorden “methodes en procedures”.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in boek VI, titel 4 van de codex over het welzijn op het werk*

Art. 38. In boek VI van dezelfde codex wordt het opschrift van titel 4 vervangen als volgt:

“**Titel 4. Specifieke bepalingen voor asbestverwijderaars**”.

Art. 39. – In boek VI, titel 4 van dezelfde codex worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het opschrift van hoofdstuk I wordt vervangen als volgt:

“**Hoofdstuk I. Erkennung van ondernemingen die sloop- of verwijderingswerkzaamheden uitvoeren waarbij belangrijke hoeveelheden asbest kunnen vrijkomen**”;

2° In hoofdstuk I wordt een afdeling 1 ingevoegd, die de artikelen VI.4-1 tot VI.4-3 bevat, met als opschrift:

“**Afdeling 1.- Algemene bepalingen en definities**”;

3° het opschrift van hoofdstuk II wordt vervangen als volgt:

“**Afdeling 2.- Erkenningsvoorwaarden**”;

4° het opschrift van hoofdstuk III wordt vervangen als volgt:

“**Afdeling 3.- Erkenningsprocedure**”;

5° het opschrift van hoofdstuk IV wordt vervangen als volgt:

“**Afdeling 4.- Wijzigingen tijdens een lopende erkenning**”;

6° het opschrift van hoofdstuk V wordt vervangen als volgt:

“**Afdeling 5.- Toezicht en sancties**”.

Art. 40. In artikel VI.4-1 van dezelfde codex worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “deze titel” vervangen door de woorden “dit hoofdstuk”;

2° in de bepaling onder 1° worden de woorden “of werkgever” opgeheven.

Art. 41. Artikel VI.4-2 van dezelfde codex wordt vervangen als volgt:

“De ondernemingen die sloop- of verwijderingswerkzaamheden uitvoeren zoals bedoeld in artikel 6bis, eerste en tweede lid van de wet, moeten beschikken over een erkenning overeenkomstig de voorwaarden en modaliteiten bepaald in dit hoofdstuk.

Werkgevers die uitsluitend erkend worden voor het uitvoeren van sloop- of verwijderingswerkzaamheden in hun eigen onderneming, mogen geen sloop- of verwijderingswerkzaamheden bij derden verrichten.”

Art. 42. In artikel VI.4-3 van dezelfde codex worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “deze titel” vervangen door de woorden “dit hoofdstuk” en worden de woorden “waarbij belangrijke hoeveelheden asbest kunnen vrijkomen,” opgeheven;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 43. Dans l'article VI.4-4 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Le demandeur doit » sont remplacés par les mots « Pour être agréé, le demandeur remplit les conditions suivantes » ;

2° dans le 1°, les mots « lorsqu'il s'agit d'une entreprise, être » sont remplacés par les mots « être une entreprise, » ;

3° dans le texte en français, dans le 3°, les mots « choisis pour les travaux de démolition ou d'enlèvement d'amiante » sont remplacés par les mots « pour les travaux de démolition ou d'enlèvement d'amiante repris dans la demande » ;

4° le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° assurer une coopération durable avec les personnes à qui l'entreprise fait appel. Cette coopération durable est présumée si les personnes auxquelles l'entreprise fait appel sont liées à cette entreprise au moyen d'un contrat de travail à durée indéterminée, ou si le statut juridique de ces personnes est réglementé unilatéralement par l'autorité publique, ou s'il s'agit des partenaires de l'entreprise mentionnés dans la demande ; » ;

5° l'article est complété par les 7°, 8°, 9°, 10°, 11° et 12°, rédigés comme suit :

« 7° veiller à ce que seules les personnes visées au 4° qui ont suivi la formation de base et le recyclage annuel visés aux articles VI.3-67 à VI.3-72 soient employées pour les travaux de démolition ou d'enlèvement ;

8° lorsque la demande concerne la technique de la zone fermée hermétiquement visée à l'article VI.3-61, employer au moins trois personnes visées au 7°, la formation d'au moins une personne devant correspondre à la formation pour chef de chantier, visée à l'article VI.3-68, § 1^{er} ;

9° si plusieurs entreprises agréées opèrent sur un même site, les zones et les tâches de chaque entreprise agréée doivent être clairement définies et chaque entreprise agréée doit employer son propre chef de chantier ;

10° ne pas recourir à des travailleurs mis à disposition, pour effectuer les travaux de démolition ou d'enlèvement ;

11° si l'entreprise agréée a recours à la sous-traitance, tous les sous-traitants doivent également être des entreprises agréées ;

12° faire les notifications conformément aux articles VI.3-27 et VI.3-28. ».

Art. 44. Dans l'article VI.4-5, § 1^{er}, du même code, les mots « du fonctionnaire dirigeant » sont remplacés par les mots « de la direction générale ».

Art. 45. Dans l'article VI.4-6 du même code, les alinéas 1^{er} et 2 sont abrogés.

Art. 46. Dans l'article VI.4-7 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Après avoir constaté que le dossier est complet, la direction générale HUT transmet le dossier complet de demande d'agrément à la direction générale CBE » sont remplacés par les mots « La direction générale CBE examine la demande » ;

2° les alinéas 3, 4 et 5 sont abrogés.

Art. 47. L'article VI.4-9 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. VI.4-9.- La direction générale CBE émet un avis motivé sur la demande d'agrément. ».

Art. 48. L'article VI.4-10 du même code est abrogé.

Art. 49. L'article VI.4-11 du même code est remplacé par ce qui suit :

« **Art. VI.4-11.- § 1^{er}.** Le Ministre décide d'octroyer ou non l'agrément.

§ 2. L'agrément est octroyé au demandeur par arrêté ministériel, qui peut, le cas échéant, fixer des modalités spécifiques relatives aux obligations prévues aux titres 3 et 4 du livre VI.

§ 3. Si le Ministre refuse la demande d'agrément, la décision motivée du Ministre est communiquée au demandeur par envoi recommandé. ».

Art. 43. In artikel VI.4-4 van dezelfde codex worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “De aanvrager moet” worden vervangen door de woorden “Om erkend te worden, voldoet de aanvrager aan de volgende voorwaarden”;

2° in de bepaling onder 1° worden de woorden “indien het een onderneming betreft, opgericht zijn” vervangen door de woorden “een onderneming zijn, opgericht”;

3° in de Nederlandse tekst worden in de bepaling onder 3° de woorden “vermeld in de aanvraag” ingevoegd tussen de woorden “asbestverwijderingswerken ” en “, het referentieel”;

4° de bepaling onder 4° wordt vervangen als volgt:

“4° zorgen voor een duurzame samenwerking met de personen waarop de onderneming een beroep doet. Deze duurzame samenwerking wordt vermoed aanwezig te zijn indien de personen op wie de onderneming een beroep doet, met deze onderneming verbonden zijn door middel van een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur, of indien de rechtspositie van deze personen eenzijdig is geregeld door de overheid, of indien het gaat om de vennoten van de onderneming die in de aanvraag werden vermeld;”;

5° het artikel wordt aangevuld met de bepalingen onder 7°, 8°, 9°, 10°, 11° en 12°, luidende:

“7° erover waken dat voor de sloop- of verwijderingswerkzaamheden alleen de personen bedoeld in 4° worden ingezet die de basisopleiding en de jaarlijkse bijscholingen bedoeld in de artikelen VI.3-67 tot VI.3-72 gevolgd hebben;

8° indien de aanvraag betrekking heeft op de techniek van de hermetisch afgesloten zone bedoeld in artikel VI.3-61, minstens drie personen zoals bedoeld in 7° inzetten, waarbij de opleiding van minstens één persoon moet beantwoorden aan de opleiding voor werfleider, bedoeld in artikel VI.3-68, § 1;

9° indien meerdere erkende ondernemingen op eenzelfde werf werkzaam zijn, moeten de zones en taken van elke erkende onderneming duidelijk afgebakend zijn en moet elke erkende onderneming een eigen werfleider inzetten;

10° geen beroep doen op ter beschikking gestelde werknemers voor het uitvoeren van de sloop- of verwijderingswerkzaamheden;

11° indien de erkende onderneming een beroep doet op onderaanneming, moeten alle onderaannemers eveneens erkende ondernemingen zijn;

12° de meldingen doen overeenkomstig de artikelen VI.3-27 en VI.3-28.”.

Art. 44. In artikel VI.4-5, § 1, van dezelfde codex worden de woorden “leidend ambtenaar” vervangen door de woorden “algemene directie”.

Art. 45. In artikel VI.4-6 van dezelfde codex worden het eerste en tweede lid opgeheven.

Art. 46. In artikel VI.4-7 van dezelfde codex worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “Na de vaststelling van de volledigheid van het dossier, maakt de algemene directie HUA het volledig dossier van aanvraag tot erkenning over aan de algemene directie TWW” worden vervangen door de woorden “De algemene directie TWW onderzoekt de aanvraag”;

2° het derde, vierde en vijfde lid worden opgeheven.

Art. 47. Artikel VI.4-9 van dezelfde codex wordt vervangen als volgt:

“Art. VI.4-9.- De algemene directie TWW geeft een gemotiveerd advies over de erkenningsaanvraag.”.

Art. 48. Artikel VI.4-10 van dezelfde codex wordt opgeheven.

Art. 49. Artikel VI.4-11 van dezelfde codex wordt vervangen als volgt:

“**Art. VI.4-11.- § 1.** De Minister beslist om de erkenning al dan niet te verlenen.

§ 2. De erkenning wordt aan de aanvrager verleend bij ministerieel besluit, dat in voorkomend geval specifieke modaliteiten kan vastleggen met betrekking tot de verplichtingen bepaald in titel 3 en 4 van boek VI.

§ 3. Als de Minister de aanvraag tot erkenning weigert, wordt de gemotiveerde beslissing van de Minister per aangetekende zending ter kennis gebracht van de aanvrager.”.

Art. 50. L'article VI.4-12 du même code est remplacé par ce qui suit :

« **Art. VI.4-12.- § 1^{er}.** L'agrément est limité aux types de techniques pour les travaux de démolition ou d'enlèvement reprises dans l'arrêté d'agrément.

§ 2. À l'exception des employeurs visés à l'article VI.4-2, alinéa 2, les entreprises agréées pour effectuer des travaux de démolition et d'enlèvement conformément au présent chapitre, sont inscrites sur la liste des entreprises agréées sur le site internet du SPF Emploi, avec mention des types de techniques auxquelles s'applique l'agrément. ».

Art. 51. Dans l'article VI.4-13 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « titre » est remplacé par « chapitre » ;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot « trois » est remplacé par « six » ;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « article VI.4-5, § 3 » sont remplacés par les mots « article VI.4-5, § 1^{er} » ;

4° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Si la demande de renouvellement de l'agrément a été introduite dans le délai mentionné au paragraphe 2, l'entreprise peut poursuivre ses activités après l'expiration de l'agrément jusqu'à ce que la décision sur le renouvellement de l'agrément soit prise, à moins que la direction générale CBE n'ait communiqué que cela soit interdit. » ;

5° l'article est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Si, à la suite du non-renouvellement de l'agrément précédent, l'entreprise introduit une nouvelle demande d'agrément, elle doit démontrer qu'elle a pris les mesures nécessaires pour que les raisons qui ont conduit au non-renouvellement de l'agrément précédent soient devenues sans objet. ».

Art. 52. Dans le texte en français de l'article VI.4-15 du même code les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou l'employeur agréé » sont abrogés et les mots « ou l'employeur concerné » sont remplacés par le mot « concernée » ;

2° dans l'alinéa 2, les mots « ou de l'employeur concerné » sont remplacés par le mot « concernée ».

Art. 53. Dans l'article VI.4-16 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Le Ministre retire d'office l'agrément si : » sont remplacés par les mots « L'agrément échoit d'office si : » ;

2° dans le texte en français, dans le 1°, les mots « ou de l'employeur agréé » sont remplacés par le mot « agréée » ;

3° dans le 2°, les mots « notifié et » sont insérés entre les mots « l'entreprise agréée n'a » et les mots « exercé aucune activité ».

Art. 54. Dans l'article VI.4-17 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « HUT » est remplacé par le mot « CBE » ;

2° dans le 4° les mots « la direction générale HUT estime que » sont abrogés ;

3° dans le 5°, les mots « des articles VI.3-1 à VI.3-69 » sont remplacés par les mots « du titre 3 du présent livre ».

Art. 55. Dans l'article VI.4-18 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « conformément aux dispositions de l'article VI.4-11, alinéas 3 et 4 » sont remplacés par les mots « par envoi recommandé et prend effet trois mois après la date de réception de cette décision » ;

2° le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 56. Le titre 4 est complété par un nouveau chapitre II, comportant les articles VI.4-19 à VI.4-24, rédigé comme suit :

« **Chapitre II.- Inscription sur la liste des entreprises autorisées à effectuer des travaux de démolition ou d'enlèvement au moyen de la technique des traitements simples**

Art. 50. Artikel VI.4-12 van dezelfde codex wordt vervangen als volgt:

« **Art. VI.4-12.- § 1.** De erkenning is beperkt tot de soorten technieken voor sloop- of verwijderingswerkzaamheden die in het erkenningsbesluit zijn vermeld.

§ 2. Met uitzondering van de werkgevers bedoeld in artikel VI.4-2, tweede lid, worden de ondernemingen die erkend zijn voor het uitvoeren van sloop- en verwijderingswerkzaamheden overeenkomstig dit hoofdstuk, opgenomen in de lijst van erkende ondernemingen op de website van de FOD Werkgelegenheid, met vermelding van de soorten technieken waarvoor de erkenning geldt. ».

Art. 51. In artikel VI.4-13 van dezelfde codex worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid worden de woorden "deze titel" vervangen door de woorden "dit hoofdstuk";

2° in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord "drie" vervangen door het woord "zes";

3° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "artikel VI.4-5, § 3" vervangen door de woorden "artikel VI.4-5, § 1";

4° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

« § 3. Indien de aanvraag tot hernieuwing van de erkenning binnen de termijn vermeld in paragraaf 2 werd ingediend, mag de onderneming haar werkzaamheden na het verstrijken van de erkenning blijven uitvoeren totdat de beslissing over de hernieuwing van de erkenning is genomen, tenzij de algemene directie TWW heeft meegedeeld dat dit verboden is. »;

5° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende:

« § 4. Indien de onderneming, na niet-hernieuwing van de vorige erkenning, een nieuwe erkenningsaanvraag indient, dient zij aan te tonen dat zij de nodige maatregelen heeft getroffen om ervoor te zorgen dat de redenen die aanleiding hebben gegeven tot de niet-hernieuwing van de vorige erkenning zonder voorwerp zijn geworden. ».

Art. 52. In de Nederlandse tekst van artikel VI.4-15 van dezelfde codex worden de woorden "of werkgever" telkens opgeheven.

Art. 53. In artikel VI.4-16 van dezelfde codex worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "De Minister trekt ambtshalve de erkenning in indien:" worden vervangen door de woorden "De erkenning vervalt ambtshalve indien:";

2° in de Nederlandse tekst worden, in de bepaling onder 1°, de woorden "of werkgever" opgeheven;

3° in de bepaling onder 2° worden de woorden "gemeld en" toegevoegd tussen de woorden "geen enkele activiteit heeft" en de woorden "uitgeoefend in".

Art. 54. In artikel VI.4-17 van dezelfde codex worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "HUA" wordt vervangen door het woord "TWW";

2° in de bepaling onder 4° worden de woorden "de algemene directie HUA oordeelt dat" opgeheven;

3° in de bepaling onder 5° worden de woorden "de artikelen VI.3-1 tot VI.3-69" vervangen door de woorden "titel 3 van dit boek".

Art. 55. In artikel VI.4-18 van dezelfde codex worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "overeenkomstig de bepalingen van artikel VI.4-11, derde en vierde lid" vervangen door de woorden "per aangetekende zending, en heeft uitwerking drie maanden na de datum van ontvangst van deze beslissing";

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 56. Titel 4 wordt aangevuld met een nieuw hoofdstuk II, dat de artikelen VI.4-19 tot VI.4-24 bevat, luidende:

« **Hoofdstuk II.- Opname in de lijst van ondernemingen die sloop- of verwijderingswerkzaamheden mogen uitvoeren door middel van de techniek van de eenvoudige handelingen**

Section 1ère. — Dispositions générales et définitions

Art. VI.4-19.- Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1° la technique des traitements simples : la technique visée à l'article VI.3-54 ;

2° types de matériaux contenant de l'amiante et leurs applications : types de matériaux contenant de l'amiante et leurs applications, visés dans la liste non exhaustive à l'annexe VI.4-3.

Art. VI.4-20.- Les travaux de démolition ou d'enlèvement au moyen de la technique des traitements simples ne peuvent être effectués que :

1° par des entreprises agréées conformément aux dispositions du chapitre I du présent titre ;

2° par des entreprises qui remplissent les conditions pour être autorisées à effectuer des travaux de démolition ou d'enlèvement au moyen de la technique des traitements simples et qui figurent sur la liste visée à l'article VI.4-23.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les employeurs qui souhaitent effectuer des travaux de démolition ou d'enlèvement exclusivement dans leur propre entreprise au moyen de la technique des traitements simples, peuvent effectuer ces travaux s'ils remplissent les conditions visées à la section 2 et le notifient à la direction générale HUT. Ces employeurs ne peuvent pas effectuer ces activités auprès de tiers et ne sont pas inscrit sur la liste visée à l'article VI.4-23.

Section 2. — Conditions pour pouvoir effectuer des travaux de démolition ou d'enlèvement au moyen de la technique des traitements simples

Art. VI.4-21.- Pour pouvoir effectuer des travaux de démolition ou d'enlèvement au moyen de la technique des traitements simples, l'entreprise remplit les conditions suivantes :

1° être une entreprise, créée conformément à la législation belge ou à celle d'un autre état membre de l'Espace Economique Européen et avoir son siège social dans un des états membres ;

2° disposer de la capacité technique et organisationnelle pour pouvoir respecter le référentiel visé à l'annexe VI.4-2 en ce qui concerne la technique des traitements simples, axée sur les types de matériaux contenant de l'amiante et leurs applications indiqués par l'entreprise ;

3° assurer une coopération durable avec les personnes à qui l'entreprise fait appel. Celle-ci est présumée si les personnes auxquelles l'entreprise fait appel sont liées à elle par un contrat de travail à durée indéterminée, ou si leur statut juridique est réglementé unilatéralement par l'autorité publique, ou s'il s'agit des associés de l'entreprise repris dans la notification visée à l'article VI.4-23 ;

4° veiller à ce que seules les personnes visées au 3° qui ont suivi la formation de base et le recyclage annuel visés aux articles VI.3-67 à VI.3-72 soient employées pour les travaux de démolition ou d'enlèvement ;

5° avoir une connaissance de la législation en matière de bien-être au travail, notamment le livre VI, titres 2 et 3 du présent code et l'arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles ;

6° disposer d'un endroit fixe où les installations techniques, les équipements de travail et les EPI sont entreposés ;

7° si plusieurs entreprises visées à l'article VI.4-20 opèrent sur un même site, les zones et les tâches de chaque entreprise doivent être clairement délimitées ;

8° ne pas recourir à des travailleurs mis à disposition, pour effectuer des travaux de démolition ou d'enlèvement ;

9° si l'entreprise repris sur la liste ou agréée a recours à la sous-traitance, les sous-traitants doivent également être repris sur la liste ou agréés ;

10° se soumettre aux enquêtes jugées nécessaires par la direction générale CBE concernant l'exécution de travaux de démolition ou d'enlèvement tels que mentionnés dans la notification ;

11° disposer d'une validation des méthodes de travail reprises dans la notification visée à l'article VI.4-23, dans un délai de deux ans à compter de cette notification, avec des données d'exposition obtenues à partir de mesurages effectués conformément aux dispositions du titre 3 du présent livre ;

Afdeling 1. — Algemene bepalingen en definities

Art. VI.4-19.- Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1° de techniek van de eenvoudige handelingen: de techniek bedoeld in artikel VI.3-54;

2° soorten asbesthoudende materialen en hun toepassingen: soorten asbesthoudende materialen en hun toepassingen, bedoeld in de niet-limitatieve lijst in bijlage VI.4-3.

Art. VI.4-20.- Sloop of verwijderingswerkzaamheden door middel van de techniek van de eenvoudige handelingen mogen enkel worden uitgevoerd:

1° door ondernemingen die erkend zijn overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk I van deze titel;

2° door ondernemingen die voldoen aan de voorwaarden om sloop- of verwijderingswerkzaamheden te mogen uitvoeren door middel van de techniek van de eenvoudige handelingen en die opgenomen zijn in de lijst bedoeld in artikel VI.4-23.

In afwijking van het eerste lid, mogen werkgevers die uitsluitend in hun eigen onderneming sloop- of verwijderingswerkzaamheden door middel van de techniek van de eenvoudige handelingen willen uitvoeren, deze werkzaamheden uitvoeren als zij voldoen aan de voorwaarden bedoeld in afdeling 2 en dit melden aan de algemene directie HUA. Deze werkgevers mogen deze werkzaamheden niet bij derden uitvoeren en worden niet opgenomen op de lijst bedoeld in artikel VI.4-23.

Afdeling 2 — Voorwaarden om sloop- of verwijderingswerkzaamheden te mogen uitvoeren door middel van de techniek van de eenvoudige handelingen

Art. VI.4-21.- Om sloop- of verwijderingswerkzaamheden te mogen uitvoeren door middel van de techniek van de eenvoudige handelingen, voldoet de onderneming aan de volgende voorwaarden:

1° een onderneming zijn, opgericht in overeenstemming met de Belgische wetgeving of met die van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte en haar hoofdzetel binnen één van de lidstaten hebben;

2° beschikken over de technische en organisatorische onderlegdheid om het referentieel te kunnen naleven bedoeld in bijlage VI.4-2, wat betreft de techniek van de eenvoudige handelingen, gericht op de door de onderneming vermelde soorten asbesthoudende materialen en hun toepassingen;

3° zorgen voor een duurzame samenwerking met de personen waarop de onderneming een beroep doet. Deze wordt vermoed aanwezig te zijn indien de personen op wie de onderneming een beroep doet met deze onderneming verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur, of indien hun rechtspositie eenzijdig is geregeld door de overheid, of indien het gaat om de vennoten van de onderneming die opgenomen zijn in de melding bedoeld in artikel VI.4-23;

4° erover waken dat voor de sloop- of verwijderingswerkzaamheden alleen personen bedoeld in 3° worden ingezet die de basisopleiding en de jaarlijkse bijscholingen bedoeld in de artikelen VI.3-67 tot VI.3-72 gevolgd hebben;

5° kennis hebben van de wetgeving inzake welzijn op het werk, inzonderheid boek VI, titel 2 en 3 van deze codex en het koninklijk besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen;

6° over een vaste plaats beschikken waar de technische installaties, arbeidsmiddelen en PBM worden opgeslagen;

7° indien meerdere ondernemingen bedoeld in artikel VI.4-20 op eenzelfde werf werkzaam zijn, moeten de zones en taken van elke onderneming duidelijk afgebakend zijn;

8° geen beroep doen op ter beschikking gestelde werknemers, voor het uitvoeren van sloop- of verwijderingswerkzaamheden;

9° indien de op de lijst opgenomen of erkende onderneming een beroep doet op onderaanneming, moeten de onderaannemers eveneens op de lijst opgenomen zijn of erkend zijn;

10° de door de algemene directie TWW nodig geachte onderzoeken ondergaan betreffende het uitvoeren van de sloop- of verwijderingswerkzaamheden zoals opgegeven in de melding;

11° beschikken over een validering van de werkmethodes die opgenomen zijn in de melding bedoeld in artikel VI.4-23, binnen twee jaar na deze melding, met blootstellingsgegevens verkregen door metingen, uitgevoerd volgens de bepalingen van titel 3 van dit boek;

Art. VI.4-22.- L'entreprise tient à disposition des fonctionnaires chargés de la surveillance tous les documents, les pièces et les preuves attestant que les conditions visées au présent chapitre sont remplies. La direction générale HUT et la direction générale CBE peuvent à tout moment demander à l'entreprise ces documents, pièces et preuves.

Section 3. — Procédure d'inscription sur la liste des entreprises autorisées à effectuer des travaux de démolition ou d'enlèvement au moyen de la technique des traitements simples

Art. VI.4-23.- § 1^{er}. L'entreprise qui remplit les conditions visées à l'article VI.4-21 le notifie à la direction générale HUT au moyen du formulaire mis à disposition sur le site internet du SPF Emploi, en y joignant les documents nécessaires.

§ 2. La direction générale HUT inscrit ensuite l'entreprise sur la liste des entreprises autorisées à effectuer les travaux de démolition ou d'enlèvement au moyen de la technique des traitements simples sur le site internet du SPF Emploi, avec mention des matériaux contenant de l'amiante et leurs applications visés à l'annexe VI.4-3 pour lesquels l'entreprise applique la technique des traitements simples.

Section 4. — Surveillance et sanctions

Art. VI.4-24.- L'entreprise est rayée de la liste visée à l'article VI.4-23 :

1° s'il apparaît que l'entreprise ne satisfait plus aux conditions stipulées à l'article VI.4-21 ;

2° si l'entreprise ne respecte pas les dispositions du titre 3 et du titre 4 ;

3° si l'entreprise n'a pas notifié de travaux de démolition ou d'enlèvement au moyen de la technique des traitements simples à la direction générale CBE conformément à l'article VI.3-27 pendant une période de deux ans à compter de la date d'inscription sur la liste ;

4° si la direction générale CBE a constaté que l'entreprise a effectué des travaux de démolition ou d'enlèvement au moyen de la technique des traitements simples sans faire la notification visée à l'article VI.3-27.

Avant d'être rayée de la liste visée à l'article VI.4-23, l'entreprise a l'opportunité de donner des explications. »

Art. 57. Dans le même code l'annexe VI.4-2 est remplacée par l'annexe III jointe au présent arrêté.

Art. 58. Dans le titre 4 du livre VI du même code, il est inséré une annexe VI.4-3 qui est jointe en annexe IV au présent arrêté.

CHAPITRE V. — Dispositions abrogatoires

Art. 59. Dans l'article VI.3-2 du même code, le 4/1°, inséré par le présent arrêté, est abrogé à partir du 21 décembre 2029.

Art. 60. Dans l'article VI.3-18, alinéa 2, du même code, remplacé par le présent arrêté, les mots « , et cela pour le 20 décembre 2029 » sont abrogés à partir du 21 décembre 2029.

Art. 61. Dans l'article VI.3-19 du même code, remplacé par le présent arrêté, l'alinéa 4 est abrogé à partir du 21 décembre 2027.

Art. 62. Dans l'article VI.3-25 du même code, l'alinéa 4, inséré par le présent arrêté, est abrogé à partir du 21 décembre 2027.

Art. 63. Dans l'annexe VI.3-4 du même code, remplacée par le présent arrêté, la phrase « Pour les mesurages effectués selon la norme NBN T96-102, la durée minimale des échantillonnages est de quatre heures et le volume minimal d'air aspiré est de 0,48 mètre cube. » est chaque fois abrogée à partir du 21 décembre 2027.

Art. VI.4-22.- De onderneming houdt alle documenten, stukken en bewijzen waaruit blijkt dat aan de voorwaarden bedoeld in dit hoofdstuk is voldaan, ter beschikking van de met het toezicht belaste ambtenaren. De algemene directie HUA en de algemene directie TWW kunnen bij de onderneming te allen tijde deze documenten, stukken en bewijzen opvragen.

Afdeling 3. — Procedure om te worden opgenomen in de lijst van ondernemingen die sloop- of verwijderingswerkzaamheden mogen uitvoeren door middel van de techniek van de eenvoudige handelingen

Art. VI.4-23.- § 1. De onderneming die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel VI.4-21, meldt dit aan de algemene directie HUA aan de hand van het formulier dat op de website van de FOD Werkgelegenheid ter beschikking wordt gesteld, met toevoeging van de nodige documenten.

§ 2. De algemene directie HUA neemt de onderneming vervolgens op in de lijst van ondernemingen die sloop- of verwijderingswerkzaamheden mogen uitvoeren door middel van de techniek van de eenvoudige handelingen op de website van de FOD Werkgelegenheid, met vermelding van de asbesthoudende materialen en hun toepassingen zoals bedoeld in bijlage VI.4-3 waarvoor de onderneming de techniek van de eenvoudige handelingen toepast.

Afdeling 4. — Toezicht en sancties

Art. VI.4-24.- De onderneming wordt van de in artikel VI.4-23 bedoelde lijst geschrapt:

1° indien blijkt dat de onderneming niet meer voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel VI.4-21;

2° indien de onderneming de bepalingen van titel 3 en titel 4 van dit boek niet naleeft;

3° indien de onderneming gedurende een periode van twee jaar, te rekenen vanaf de opname in de lijst, geen sloop- of verwijderingswerkzaamheden door middel van de techniek van de eenvoudige handelingen heeft gemeld aan de algemene directie TWW overeenkomstig artikel VI.3-27;

4° indien de algemene directie TWW heeft vastgesteld dat de onderneming sloop- of verwijderingswerkzaamheden door middel van de techniek van de eenvoudige handelingen heeft uitgevoerd zonder de melding zoals bedoeld in artikel VI.3-27 te doen.

Alvorens de onderneming van de in artikel VI.4-23 bedoelde lijst wordt geschrapt, wordt zij in de gelegenheid gesteld toelichting te verschaffen."

Art. 57. In dezelfde codex wordt de bijlage VI.4-2 vervangen door de bijlage III bij dit besluit.

Art. 58. In titel 4 van boek VI van dezelfde codex wordt een bijlage VI.4-3 ingevoegd die als bijlage IV is gevoegd bij dit besluit.

HOOFDSTUK V. — Opheffingsbepalingen

Art. 59. In artikel VI.3-2 van dezelfde codex, wordt de bepaling onder 4/1°, ingevoegd bij dit besluit, opgeheven met ingang van 21 december 2029.

Art. 60. In artikel VI.3-18, tweede lid van dezelfde codex, vervangen door dit besluit, worden de woorden " , en dit uiterlijk op 20 december 2029 " opgeheven met ingang van 21 december 2029.

Art. 61. In artikel VI.3-19 van dezelfde codex, vervangen door dit besluit, wordt het vierde lid opgeheven met ingang van 21 december 2027.

Art. 62. In artikel VI.3-25 van dezelfde codex, wordt het vierde lid, ingevoegd bij dit besluit, opgeheven met ingang van 21 december 2027.

Art. 63. In de bijlage VI.3-4 van dezelfde codex, vervangen bij dit besluit, wordt de zin "Voor metingen uitgevoerd volgens de norm NBN T96-102 bedraagt de minimum monsternemingsduur vier uur en het minimaal aangezogen volume 0,48 kubieke meter." telkens opgeheven met ingang van 21 december 2027.

CHAPITRE VI. — *Entrée en vigueur*

Art. 64. Cet arrêté entre en vigueur le 22 décembre 2025.

Art. 65. Le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 2025.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre de l'Emploi,
D. CLARINVAL

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 4 août 1996,
Moniteur belge du 18 septembre 1996 ;
Loi du 7 avril 1999,
Moniteur belge du 20 avril 1999 ;
Loi du 10 janvier 2007,
Moniteur belge du 6 juin 2007 ;
Loi du 28 février 2014,
Moniteur belge du 28 avril 2014 ;
Loi du 20 décembre 2020,
Moniteur belge du 30 décembre 2020 ;
Code du bien-être au travail,
Moniteur belge du 2 juin 2017 ;
Arrêté royal du 14 mai 2019,
Moniteur belge du 11 juin 2019.

HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding*

Art. 64. Dit besluit treedt in werking op 22 december 2025.

Art. 65. De Minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 december 2025.

FILIP

Van Koningswege:
De Minister van Werk,
D. CLARINVAL

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*:
Wet van 4 augustus 1996,
Belgisch Staatsblad van 18 september 1996;
Wet van 7 april 1999,
Belgisch Staatsblad van 20 april 1999;
Wet van 10 januari 2007,
Belgisch Staatsblad van 6 juni 2007;
Wet van 28 februari 2014,
Belgisch Staatsblad van 28 april 2014;
Wet van 20 december 2020,
Belgisch Staatsblad van 30 december 2020;
Codex over het welzijn op het werk,
Belgisch Staatsblad van 2 juni 2017;
Koninklijk besluit van 14 mei 2019,
Belgisch Staatsblad van 11 juni 2019.

ANNEXE I^{re} A L'ARRETE ROYAL DU 19 DECEMBRE 2025
MODIFIANT LE CODE DU BIEN-ETRE AU TRAVAIL EN CE QUI CONCERNE L'AMIANTE

Modifications de l'annexe VI.1-1, point A. visées à l'article 2 du présent arrêté.

1° La ligne
«

--	--	Fibres d'amiante (actinolite, anthophyllite, crocidolite, trémolite, amosite)	*	100.000	*	*	C,F
----	----	---	---	---------	---	---	-----

»
est remplacée par la ligne :

--	--	Fibres d'amiante (chrysotile, actinolite, anthophyllite, crocidolite, trémolite, amosite)	*	100.000 jusqu'au 20 décembre 2025 10.000 jusqu'au 20 décembre 2029 2.000 à partir du 21 décembre 2029	*	*	C,F
----	----	---	---	---	---	---	-----

»
2° La ligne
«

--	--	Fibres d'amiante (chrysotile)	*	100.000	*	*	C,F
----	----	-------------------------------	---	---------	---	---	-----

»
est supprimée.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 19 décembre 2025 modifiant le code du bien-être au travail en ce qui concerne l'amiante

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre de l'Emploi,
D. CLARINVAL

**BIJLAGE I BIJ HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 19 DECEMBER 2025
TOT WIJZIGING VAN DE CODEX OVER HET WELZIJN OP HET WERK MET BETREKKING TOT ASBEST**
Wijzigingen in bijlage VI.1-1, punt A. bedoeld in artikel 2 van dit besluit.

1° De rij
“

--	--	Vezels (-asbest) (actinoliet, anthofylliet, crocidoliet, tremoliet, amosiet)	*	100.000	*	*	C,F
----	----	--	---	---------	---	---	-----

“
wordt vervangen door de rij:
“

--	--	Vezels (-asbest) (chrysotiel, actinoliet, anthofylliet, crocidoliet, tremoliet, amosiet)	*	100.000 tot en met 20 december 2025 10.000 tot en met 20 december 2029 2.000 vanaf 21 december 2029	*	*	C,F
----	----	--	---	---	---	---	-----

“
2° De rij
“

--	--	Vezels (-asbest) (chrysotiel)	*	100.000	*	*	C,F
----	----	-------------------------------	---	---------	---	---	-----

wordt verwijderd.
Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 19 december 2025 tot wijziging van de codex over het welzijn op het werk met betrekking tot asbest.

FILIP
Van Koningswege:
De Minister van Werk,
D. CLARINVAL

**ANNEXE II A L'ARRETE ROYAL DU 19 DECEMBRE 2025
MODIFIANT LE CODE DU BIEN-ETRE AU TRAVAIL EN CE QUI CONCERNE L'AMIANTE**
« ANNEXE VI.3-4

La technique de la zone fermée hermétiquement visée aux articles VI.3-61 à VI.3-66

1. L'employeur prend les mesures de prévention suivantes

1.A. Zone de travail :

- 1° la zone de travail est fermée avec un cloisonnement étanche en double épaisseur. Les deux épaisseurs sont apposées de façon à ce qu'elles puissent être facilement séparées l'une de l'autre sans compromettre l'étanchéité du cloisonnement. Un cloisonnement étanche déjà existant, tel qu'un mur, sol ou plafond, peut être considéré comme une épaisseur extérieure.
- Si, pour des raisons techniques ou de sécurité, ce cloisonnement n'est pas possible, ceci est motivé de façon circonstanciée dans le plan de travail ;
- 2° tous les appareils qui sont contenus dans la zone de travail en sont retirés ou emballés hermétiquement après débranchement et refroidissement ;
- 3° le réseau électrique est mis hors service, sauf si, pour des raisons techniques ou de sécurité, cela n'est pas possible ;
- 4° l'accès à la zone de travail est limité par un sas d'entrée comprenant au moins trois compartiments séparés : un compartiment extérieur, un compartiment intermédiaire muni d'une douche et un compartiment intérieur ;
- 5° un sas réservé uniquement aux matériaux, dont l'usage est spécifié au point 1.D, 3°, est prévu.
- 6° préalablement au début des travaux, un contrôle est effectué, au moyen d'un test de fumée ou d'un test équivalent pour vérifier si le cloisonnement de la zone de travail est hermétique.
- Ce test se fait avant que la zone de travail soit mise en dépression.
- Le test se fait en utilisant les produits les moins nocifs. Les mesures nécessaires sont prises pour limiter l'exposition des travailleurs à la fumée ;
- 7° la zone de travail est maintenue 24 heures sur 24 en dépression permanente entre moins dix et moins quarante Pascals, au moyen d'un ou de plusieurs groupes centraux d'aspiration à filtration de l'air par un filtre absolu. Cette dépression est continuellement enregistrée pendant les travaux.
- Le système d'aspiration assure un renouvellement total de l'air dans la zone de travail au moins quatre à dix fois par heure. L'employeur détermine le taux de renouvellement de l'air à l'avance, en tenant compte de la valeur limite d'exposition professionnelle et du niveau d'exposition maximal admissible dans l'espace fermé, qui varie en fonction du facteur de protection de la protection respiratoire choisie.

Il peut être dérogé à ce principe pour des raisons techniques à condition que le plan de travail reprenne une motivation circonstanciée, ainsi qu'une liste des dispositions auxquelles il est dérogé. L'efficacité du filtre absolu et de l'aspiration est contrôlée au moins quotidiennement au moyen de mesurages de l'air comme stipulé dans le point 1.B. Le groupe d'aspiration évacue l'air filtré directement à l'extérieur ;

8° lors de l'entrée dans la zone de travail, les vêtements de travail sont échangés dans le compartiment extérieur contre les EPI y compris les appareils respiratoires. Ensuite on accède à la zone de travail par le compartiment intermédiaire et le compartiment intérieur ;

9° lors de la sortie de la zone de travail, le déshabillage complet est effectué dans le compartiment intérieur, à l'exception de l'appareil respiratoire qui reste provisoirement porté. Les autres EPI sont immédiatement rassemblés dans un sac étanche à l'air et laissés dans ce compartiment. Ensuite on pénètre dans le compartiment intermédiaire où se trouve une douche pourvue d'eau chaude. Une douche est prise en portant dans un premier temps l'appareil respiratoire. Après la première douche avec masque, le bouchon est mis sur le filtre P3 (du côté de l'aspiration) et le masque est enlevé. Ensuite une deuxième douche est prise et le masque est scrupuleusement rincé. Le filtre P3 est dévissé du masque et mis dans un sac de déchets d'amiante. Ensuite on pénètre avec le masque nettoyé dans le compartiment extérieur (zone propre) où on se sèche et revêt les vêtements.

Ces trois compartiments sont maintenus en dépression par rapport à l'environnement hors de la zone de travail et sont nettoyés tous les jours ;

10° pendant les travaux, l'exposition des enleveurs d'amiante dans la zone est déterminée. De plus, des mesurages de l'amiante dans l'air ambiant sont effectués tous les jours comme stipulé dans le point 1.B;

11° à la fin des travaux, le cloisonnement étanche de la zone de travail est démonté selon la procédure suivante (chaque étape ne peut être entamée qu'après avoir satisfait aux exigences de l'étape précédente).

La procédure est exécutée par une personne compétente désignée par l'employeur.

- Avant de pénétrer dans la zone, la situation de la zone de travail est inspectée par les fenêtres ou via la caméra. Celle-ci doit être propre et sèche, et être équipée d'un éclairage et d'équipements de travail suffisants, pour permettre une inspection approfondie. Aucun déchet d'amiante ne peut plus être présent. Des dérogations sont autorisées en cas de force majeure technique (par exemple en cas de sous-sol humide ou de pièces trop grandes pour être mises en dehors de la zone). Les résultats de cette inspection, de même que les dérogations précitées éventuelles, sont consignées dans le rapport relatif à la procédure de libération.

- Une inspection visuelle est effectuée au sein de la zone. On vérifie s'il est satisfait aux critères suivants :

- l'exécution complète des travaux prévus ;
- l'enlèvement complet des matériaux contenant de l'amiante sur le matériel porteur en dessous. Si un enlèvement complet est techniquement impossible (par exemple sur des surfaces poreuses), l'amiante restant peut être fixé avec un fixateur permanent. Cette action doit être mentionnée dans le rapport relatif à la procédure de libération. L'inspection visuelle peut se poursuivre après l'apposition et le séchage du fixateur ;
- l'absence de débris visibles de matériaux contenant de l'amiante dans les zones et les sas.

Les résultats de l'inspection visuelle dans la zone sont consignés dans le rapport relatif à la procédure de libération.

- S'il n'est pas satisfait aux critères précités, les travaux d'enlèvement ou de nettoyage reprennent.

- S'il est satisfait aux critères précités, la personne compétente désignée par l'employeur, fournit à l'employeur une déclaration écrite confirmant qu'elle a effectué une inspection visuelle et qu'elle a constaté que les conditions précitées étaient remplies. Le laboratoire qui effectue les mesurages, reçoit une copie de cette déclaration.

- Après l'inspection visuelle et préalablement au mesurage de libération, une couche de fixation est apposée, comme indiqué dans la notice d'utilisation du fabricant, uniquement sur la feuille plastique de la couche intérieure du cloisonnement étanche visé au 1°. Cette couche de fixation est également apposée sur des surfaces sur lesquelles se trouve de la poussière qui ne contient pas d'amiante mais qui peut perturber les mesurages. Les surfaces sur lesquelles une couche de fixation a été apposée de même que la quantité utilisée de fixateur sont consignées dans le rapport relatif à la procédure de libération.

- Après le séchage de cette couche, la feuille intérieure du cloisonnement est enlevée.

- Après enlèvement de la feuille intérieure, des mesurages tels que visés au 12° sont effectués, par un travailleur du laboratoire visé à l'article VI.3-18 chargé d'effectuer les mesurages.

- Quand il apparaît que la limite supérieure de l'intervalle de confiance du mesurage de la concentration des fibres d'amiante est inférieure à un dixième de la valeur limite, la partie restante du dispositif de cloisonnement peut être enlevée et l'air dans la zone du travail peut être mis en contact direct avec l'air ambiant.

12° les mesurages, exigés pour l'enlèvement des parties restantes du cloisonnement étanche, répondent aux critères suivants :

- pendant les échantillonnages, l'installation d'aspiration d'air est mise à l'arrêt et l'air est perturbé afin de simuler les futures conditions de travail. Ceci se fait en utilisant une pelle à poussières, un éventail ou un ventilateur, et, pour les espaces supérieurs à 1500 m³, un souffleur de feuilles ou un ventilateur. Ces moyens de perturbation de l'air sont décontaminés après utilisation ou évacués comme déchets contenant de l'amiante ;

- les porte-filtres sont fixés à une hauteur de 1 à 2 mètres au-dessus du sol et leur face extérieure est orientée vers le bas ;

- dans les zones verticales de grandes dimensions (telles que les canalisations et les cages d'ascenseurs), les porte-filtres sont fixés à une hauteur représentative de l'exposition des travailleurs ;

- les appareils de mesurage sont déployés dans toute la zone de travail.

Le nombre minimal des échantillons est déterminé par le nombre entier immédiatement inférieur au résultat de la formule suivante :

$$A^{1/3} - 1$$

dont "A" est déterminé comme suit:

1° lorsque la hauteur de la zone de travail est inférieure à 3 mètres ou qu'elle atteint au moins 3 mètres, mais que l'exposition est normalement limitée au niveau du sol, "A" égale la superficie de la zone de travail exprimée en mètres carrés;

2° dans les autres cas, "A" égale un tiers du volume de la zone de travail, exprimée en mètres cubes.

Au cas où des objets de grande dimension se trouvent dans la zone de travail (par exemple des chaudières), leur volume peut être déduit du volume total de la zone de travail.

(Cette formule n'a pas de valeur théorique, mais elle doit être interprétée comme une règle pratique qui permet d'estimer le nombre minimum d'échantillons).

En tout cas au moins deux échantillons sont pris. Si le volume de la zone de travail est inférieur à 10 mètres cubes, la prise d'un seul échantillon suffit.

Il convient d'effectuer davantage d'échantillonnages lorsqu'une zone de travail est clairement subdivisée, par exemple lorsqu'un étage entier d'un bâtiment, comprenant différentes chambres, constitue la zone de travail ou lorsque, par exemple, la zone de travail comprend plusieurs étages. Un point de mesurage doit ensuite être prévu pour chaque subdivision de la zone de travail dans laquelle l'air est perturbé pendant le mesurage.

Exemples du nombre d'échantillons à prendre en application de la formule susmentionnée :

Superficie de la zone de travail en m ²	ou	Volume de la zone de travail en m ³	Nombre minimal d'échantillonnages
		<10	1
<50		150	2
200		600	4
500		1.500	6
1.000		3.000	9
5.000		15.000	16
10.000		30.000	20

Pour les mesurages effectués selon la norme NBN T96-102, la durée minimale d'échantillonnage est de quatre heures et le volume minimal d'air aspiré est de 0,48 mètre cube.

Pour les mesurages effectués selon la norme NBN ISO 14966:2021, la durée minimale d'échantillonnage est de quatre heures et le débit et les champs d'images à compter sont choisis de manière à ce que la limite de quantification soit de 200 fibres/m³ (par exemple, une durée d'échantillonnage de 4 heures à 8 litres/minute en comptant 240 champs d'images).

S'il n'y a pas plus de quatre échantillonnages, la limite supérieure de l'intervalle de confiance de tous les résultats est inférieure à un dixième de la valeur limite.

Lorsque le nombre d'échantillonnages est supérieur à 4, la limite supérieure de l'intervalle de confiance de tous les résultats est inférieure à 12% de la valeur limite, et pour au moins 80% de ces échantillonnages, inférieure à un dixième de la valeur limite.

Si ces conditions ne sont pas remplies, on procède à un nouveau nettoyage de la zone et les mesurages sont recommencés.

La présence continue d'un délégué du laboratoire visé à l'article VI.3-18, auquel les mesurages ont été confiés est obligatoire pendant toute la durée des mesurages, aux fins de surveiller les prélèvements.

La présence continue de ce délégué peut être remplacée par la mise en œuvre de moyens de contrôle adéquats du déroulement des échantillonnages, de la survenance d'incidents et de l'accès de tiers aux installations et aux équipements connexes.

Le délégué du laboratoire visé à l'article VI.3-18 se charge en personne de la mise en marche et de la cessation des échantillonnages.

1.B Mesurages de la concentration des fibres d'amiante dans l'air ambiant

Pendant les travaux, des mesurages de la concentration dans l'air ambiant des fibres d'amiante sont effectués par journée de travail de huit heures aux endroits suivants :

- le compartiment extérieur du sas d'entrée ;
- la (les) sortie(s) des groupes d'aspiration ;
- la sortie du sas des matériaux ;
- des zones critiques à déterminer en fonction des conditions sur place.

Le résultat de ces mesurages exprimé comme la limite supérieure de l'intervalle de confiance, ne peut pas être supérieur à un dixième de la valeur limite.

Pour les mesurages effectués selon la norme NBN T96-102, la durée minimale des échantillonnages est de quatre heures et le volume minimal d'air aspiré est de 0,48 mètre cube.

Pour les mesurages effectués selon la norme NBN ISO 14966:2021, la durée minimale des échantillonnages est de quatre heures et le débit ainsi que les champs d'images à compter sont choisis de manière à ce que la limite de quantification soit de 200 fibres/m³ (par exemple, une durée des échantillonnages de 4 heures à 8 litres/minute en comptant 240 champs d'images).

L'employeur détermine au préalable les mesures qui seront prises lorsque le mesurage de la concentration des fibres d'amiante dans l'air ambiant dépasse un dixième de la valeur limite.

Tout dépassement de cette concentration est inscrit dans le registre de chantier visé à l'article VI.3-65, ainsi que les mesures qui sont prises par l'employeur. Si l'on constate un dépassement de la valeur limite exprimée comme la limite supérieure de l'intervalle de confiance, le fonctionnaire chargé de la surveillance est informé de ce dépassement ainsi que des résultats des mesurages et des mesures prises par l'employeur.

La présence continue d'un délégué du laboratoire visé à l'article VI.3-18, auquel les mesurages ont été confiés est obligatoire pendant toute la durée des mesurages, aux fins de surveiller le prélèvement.

1.C L'usage des appareils respiratoires, visé à l'article VI.3-63

Les appareils respiratoires doivent être soit du type autonome, soit du type à adduction d'air, soit offrir une protection équivalente par une combinaison de surpression et de filtrage absolu de l'air.

L'employeur établit pour les appareils respiratoires une procédure cohérente qui donne des garanties pour une protection individuelle et totale de chaque travailleur, et aussi une procédure d'entretien qui donne des garanties totales pour leur fonctionnement correct entre les entretiens. Ces procédures sont fixées et motivées par écrit. Elles sont soumises pour avis au Comité.

1.D Méthode d'enlèvement

1° l'émission de poussières dans la zone de travail est limitée autant que possible. Cela signifie notamment l'humidification en profondeur des matériaux avant leur retrait. Lors de l'humidification, la quantité d'eau est dosée de façon telle qu'il n'y ait pas d'écoulements de la zone de travail vers l'extérieur, ni de formation de flaques d'eau stagnante dans la zone de travail. Si, pour des raisons techniques ou de sécurité, le retrait à l'état humide n'est pas possible, ceci est motivé de façon circonstanciée dans le plan de travail ;

2° les matériaux sont démontés et retirés et aspirés ou emballés en même temps afin qu'ils n'occasionnent pas, ultérieurement, de pollution à l'intérieur de la zone de travail ;

3° Les déchets d'amiante sont emballés dans des emballages étanches. Ceux-ci sont fermés et suffisamment vidés d'air par pression manuelle pour éviter le risque de déchirement. Ces déchets sont évacués par une voie d'accès distincte de celle utilisée par les travailleurs pour se rendre dans et en dehors de la zone hermétique, et notamment par un sas des matériaux avec rideau d'eau. Les emballages sont ensuite recouverts d'un deuxième emballage. Ce double emballage est fermé hermétiquement et étiqueté conformément à l'annexe de l'arrêté royal du 23 octobre 2001, et recueilli complètement dépoussiéré et non endommagé en dehors du sas des matériaux.

Tout le matériel utilisé dans la zone de travail qui ne peut pas être dépoussiéré facilement est considéré comme déchet.

2. Contenu du registre de chantier, visé à l'article VI.3-65

Le registre de chantier comprend les rubriques suivantes :

1. l'identité de la personne chargée de la conduite des travaux sur le chantier ;
2. une copie des formulaires d'évaluation de santé de tous les travailleurs qui sont impliqués dans les travaux de démolition ou d'enlèvement d'amiante ou des matériaux contenant de l'amiante, effectués selon la technique de la zone fermée hermétiquement ;
3. les observations faites à l'occasion du test de fumée visé au point 1.A, 6°, de cette annexe ;
4. les mesures particulières imposées ou admises par le fonctionnaire chargé de la surveillance, compte tenu des caractéristiques techniques du chantier ou du travail à exécuter et de la nature du risque pour les travailleurs ;
5. les rapports concernant les mesurages visés au point 1.A, 11°, troisième tiret et au point 1.B ;
6. le compte rendu des incidents survenus lors des travaux et qui ont eu pour résultat une contamination des sas d'entrée ou des zones contiguës ou une exposition des travailleurs ;
7. les dépassements d'un dixième de la valeur limite et de la valeur limite exprimé comme la limite supérieure de l'intervalle de confiance ainsi que les mesures qui ont été prises ;
8. la mention journalière des noms des travailleurs qui étaient présents sur le chantier ainsi que la mention de l'heure du début et de la fin de leurs prestations et celle de la nature de leur activité ;
9. les noms des visiteurs et leur fonction ;
10. les remarques éventuelles des fonctionnaires chargés de la surveillance.

3. L'organisation du temps de travail visé à l'article VI.3-66

L'organisation du temps de travail fait l'objet d'une analyse de risque, qui tient compte des circonstances de travail spécifiques. Aucun travailleur ne peut travailler plus de deux heures ininterrompues en zone hermétiquement fermée.

Sur avis favorable du conseiller en prévention-médecin du travail, on peut, sous des conditions bien précisées, travailler pendant des périodes plus longues.

Des pauses sont instaurées pour éviter qu'il y ait des contraintes liées à la pénibilité du travail.

4. Le contact avec les lieux où les travaux sont exécutés

Le contact visuel avec les lieux où les travaux sont exécutés et le contact auditif avec une personne en dehors de la zone fermée hermétiquement est possible à chaque instant.

Le contact visuel est assuré par l'installation de fenêtres dans la clôture hermétique ou par des caméras sur les lieux où les travaux sont effectués. »

Vu pour être annexé à notre arrêté du 19 décembre 2025 modifiant le code du bien-être au travail en ce qui concerne l'amiante.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
D. CLARINVAL

**BIJLAGE II BIJ HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 19 DECEMBER 2025
TOT WIJZIGING VAN DE CODEX OVER HET WELZIJN OP HET WERK MET BETREKKING TOT ASBEST**

“BIJLAGE VI.3-4

**De techniek van de hermetisch afgesloten zone
zoals bedoeld in de artikelen VI.3-61 tot VI.3-66**

1. De werkgever treft de volgende preventiemaatregelen**1.A De werkzone:**

1° de werkzone wordt met een dubbele luchtdichte laag afgesloten. De twee lagen worden zo aangebracht dat ze makkelijk van elkaar kunnen verwijderd worden zonder de hermetische afsluiting teniet te doen. Een reeds bestaande luchtdichte afsluiting, zoals een muur, vloer of zoldering mag beschouwd worden als een buitenste laag.

Indien deze afsluiting om technische of veiligheidsredenen niet uitvoerbaar is, wordt dit omstandig in het werkplan gemotiveerd;

2° alle apparatuur die zich in de werkzone bevindt wordt na uitschakeling en nadat ze is afgekoeld uit deze werkzone verwijderd of luchtdicht ingepakt;

3° het elektriciteitsnet wordt uitgeschakeld, tenzij dit om technische of veiligheidsredenen niet mogelijk is;

4° de toegang tot de werkzone wordt beperkt door een inkomsluis die uit minstens drie afzonderlijke afdelingen bestaat: een buitenste afdeling, een tussenafdeling, voorzien van een douchecel, en een binnenste afdeling;

5° er wordt een afzonderlijke materiaalsluis voorzien waarvan het gebruik in het punt 1.D, 3° wordt omschreven;

6° vóór het begin van de werken wordt met een rooktest of een evenwaardige test de luchtdichtheid van de afsluiting van de werkzone gecontroleerd.

Deze test wordt uitgevoerd vóór de werkzone in onderdruk wordt gebracht.

Voor het uitvoeren van de test worden de minst schadelijke producten gebruikt. De nodige maatregelen worden genomen om de blootstelling van de werknemers aan de rook te beperken;

7° de werkzone wordt 24 uur op 24 in blijvende onderdruk gehouden tussen min tien en min veertig Pascal, met één of meer centrale afzuiginrichtingen die de lucht filteren door middel van een absoluutfilter. Deze onderdruk wordt gedurende de werkzaamheden continu geregistreerd.

Het afzuigstelsel zorgt voor een totale verversing van de lucht in de werkruimte van minimum vier tot tien keer per uur. De werkgever bepaalt vooraf de luchtverversingssnelheid, rekening houdend met de beroepsblootstellingsgrenswaarde en het maximaal toelaatbare blootstellingsniveau in de afgesloten zone, dat varieert naargelang de beschermingsfactor van de gekozen adembescherming.

Hiervan kan om technische redenen afgeweken worden mits opname in het werkplan van een omstandige motivering, alsook een lijst van de bepalingen waarvan wordt afgeweken. De efficiëntie van de absoluutfilter en van de afzuiging wordt minstens dagelijks gecontroleerd aan de hand van luchtmetingen zoals bepaald in het punt 1.B. De afzuiginrichting voert de gefilterde lucht rechtstreeks naar de buitenlucht;

8° bij het betreden van de werkzone wordt in de buitenste afdeling de werkkledij gewisseld met de PBM waaronder de ademhalingsstoelzen. Vervolgens wordt de werkzone betreden via de tussenafdeling en de binnenste afdeling;

9° bij het verlaten van de werkzone ontkleedt men zich vooreerst volledig in de binnenste afdeling, maar houdt men voorlopig het ademhalingsstoelzen aan. De overige PBM worden onmiddellijk opgeborgen in een luchtdichte zak en achtergelaten in deze afdeling. Vervolgens wordt de tussenafdeling betreden die voorzien is van een douchecel met warm water. Hier wordt een douche genomen waarbij aanvankelijk het ademhalingsstoelzen wordt aangehouden. Na de eerste douche met masker op wordt de afsluiting op de P3-filter gezet (langs de aanzuigkant) en wordt het masker afgezet. Vervolgens wordt een tweede douche genomen en wordt het masker grondig afgespoeld. De P3-filter wordt losgeschroefd van het masker en in een asbestafvalzak opgeborgen. Vervolgens gaat men met het gereinigde masker naar de buitenste afdeling (propere zone) om zich aldaar af te drogen en aan te kleden.

Deze drie afdelingen staan in onderdruk ten opzichte van de omgeving buiten de werkzone en zij worden dagelijks gereinigd;

10° tijdens de werken wordt de blootstelling van de asbestverwijderaars in zone bepaald. Er worden eveneens dagelijks metingen van het asbest in de omgevingslucht uitgevoerd zoals bepaald in het punt 1.B;

11° bij het einde van de werkzaamheden wordt de luchtdichte afsluiting van de werkzone volgens de onderstaande procedure afgebouwd (elke stap kan slechts genomen worden nadat aan de vereisten van de vorige stap is voldaan).

De procedure wordt uitgevoerd door een door de werkgever aangeduide bevoegde persoon.

- Alvorens de zone te betreden, wordt de toestand van de werkzone door de vensters of via de camera geïnspecteerd. Deze moet schoon en droog zijn, en met voldoende verlichting en arbeidsmiddelen zijn uitgerust, om een grondige inspectie toe te laten. Er mag geen asbestafval meer aanwezig zijn. Afwijkingen zijn toegestaan in geval van technische overmacht (bijvoorbeeld in geval van natte ondergrond of te grote stukken om buiten de zone te brengen). De bevindingen van deze inspectie, alsook de eventuele bovenvermelde afwijkingen, worden in het verslag over de vrijgaveprocedure opgenomen.

- Er wordt een visuele inspectie binnen de zone uitgevoerd. Hierbij wordt nagegaan of aan de volgende criteria is voldaan:

- de volledige uitvoering van de geplande werken;
- de volledige verwijdering van het asbesthoudend materiaal op het onderliggende dragermateriaal. Indien een volledige verwijdering (bijvoorbeeld op poreuze oppervlaktes) technisch onmogelijk is, mag het resterende asbest met een permanent fixatiemiddel worden gefixeerd. Deze actie moet vermeld worden in het verslag over de vrijgaveprocedure. De visuele inspectie kan verdergezet worden na het aanbrengen en drogen van het fixatiemiddel;
- de afwezigheid van zichtbare resten asbesthoudend materiaal in zone en sluizen;

De bevindingen van de visuele inspectie binnen de zone worden in het verslag over de vrijgaveprocedure opgenomen.

- Indien niet aan bovenvermelde criteria is voldaan, worden de verwijderings- of de schoonmaakwerkzaamheden hervat.

- Indien aan bovenvermelde criteria is voldaan, verstrekt de door de werkgever aangeduide bevoegde persoon aan de werkgever een geschreven verklaring waarin hij bevestigt dat een visuele inspectie werd uitgevoerd en dat hij heeft vastgesteld dat aan de voornoemde voorwaarden werd voldaan. Het laboratorium dat de metingen uitvoert, ontvangt een afschrift van deze verklaring.

- Na de visuele inspectie en voorafgaand aan de vrijgavemeting wordt enkel op de plasticfolie aan de binnenkant van de luchtdichte afsluiting, bedoeld in 1°, een fixatielaag aangebracht zoals aangegeven in de gebruiksaanwijzing van de fabrikant. Deze fixatielaag wordt ook aangebracht op oppervlakken waarop stof aanwezig is dat geen asbest bevat maar dat de metingen kan verstoren. De oppervlaktes waarop een fixatielaag werd aangebracht en de gebruikte hoeveelheid fixatiemiddel worden in het verslag over de vrijgaveprocedure vermeld.

- Na het drogen van deze laag wordt de binnenste laag van de afsluiting verwijderd.

- Na verwijdering van de binnenste laag worden metingen, zoals bedoeld in 12°, uitgevoerd door een werknemer van het laboratorium bedoeld in artikel VI.3-18 dat instaat voor het uitvoeren van de metingen.

- Wanneer blijkt dat de bovengrens van het betrouwbaarheidsinterval van de meting van de concentratie van asbestvezels onder één tiende van de grenswaarde ligt, mag het resterende gedeelte van de afsluiting worden verwijderd en mag de lucht in de werkzone in onmiddellijk contact gebracht worden met de omgevingslucht.

12° de metingen, vereist voor het verwijderen van de rest van de luchtdichte afsluiting, beantwoorden aan de volgende criteria:

- tijdens de monsterneming staat de afzuiginginstallatie af en wordt de lucht verstoord om de latere werkomstandigheden te simuleren. Dit gebeurt door gebruik te maken van een stoffer, een waaier of een ventilator, en voor ruimtes groter dan 1500 m³ een bladblazer of ventilator. Deze luchtverstoringsmiddelen worden na gebruik gedecontamineerd of afgevoerd als asbesthoudend afval;

- de filterhouders worden aangebracht op een hoogte tussen 1 à 2 meter boven de vloer en hun buitenkant wordt naar beneden gericht;
- in verticale ruimten met belangrijke afmetingen (zoals kokers en liftkooien) worden de filterhouders geplaatst op een hoogte die representatief is voor de blootstelling van de werknemers;
- de meetapparatuur staat verspreid opgesteld over de volledige werkzone.

Het minimumaantal monsters wordt bepaald door het geheel getal dat juist lager is dan het resultaat van de volgende formule:

$$A^{1/3} - 1$$

"A" wordt als volgt bepaald:

1° wanneer de hoogte van de werkzone lager is dan 3 meter, of wanneer deze hoogte minstens zoveel bedraagt maar waar de blootstelling normalerwijze alleen op grondniveau gebeurt, dan is "A" de oppervlakte van de werkzone uitgedrukt in vierkante meter;

2° in de andere gevallen is "A" één derde van het volume van de werkzone uitgedrukt in kubieke meter.

Wanneer zich binnen de werkzone grote voorwerpen bevinden (zoals ketels), dan mag hun volume worden afgetrokken van het totale volume van de werkzone.

(De formule heeft geen theoretische betekenis maar is een vuistregel die toelaat het minimumaantal monsters in te schatten).

In elk geval worden er ten minste twee monsters genomen. Indien het volume van de werkzone minder dan 10 kubieke meter bedraagt, volstaat één monster.

Er dienen meer monsters te worden genomen wanneer een werkzone duidelijk is onderverdeeld, bijvoorbeeld wanneer een hele verdieping van een gebouw, met daarin verschillende kamers, de werkzone vormt of wanneer bijvoorbeeld de werkzone verschillende verdiepingen bevat. Per onderverdeling van de werkzone dient dan een meetpunt te worden voorzien waarbij de lucht tijdens de meting wordt verstoord.

Voorbeelden van het aantal te nemen monsters bij gebruik van de hierboven vermelde formule:

Oppervlakte van de werkzone in m ²	of	Volume van de werkzone in m ³	Minimumaantal monsternemingen
		<10	1
<50		150	2
200		600	4
500		1.500	6
1.000		3.000	9
5.000		15.000	16
10.000		30.000	20

Voor metingen uitgevoerd volgens de norm NBN T96-102 bedraagt de minimum monsternemingsduur vier uur en het minimaal aangezogen volume 0,48 kubieke meter.

Voor metingen uitgevoerd volgens de norm NBN ISO 14966:2021 bedraagt de minimum monsternemingsduur vier uur en worden het debiet en de te tellen beeldvelden zodanig gekozen dat de bepaalbaarheidsgrens 200 vezels/m³ bedraagt (bijvoorbeeld een monsternemingsduur van 4 uur aan 8 liter/minuut waarbij 240 beeldvelden worden geteld).

Indien vier of minder monsternemingen gebeuren, ligt de bovengrens van het betrouwbaarheidsinterval van alle resultaten beneden één tiende van de grenswaarde.

Indien meer dan vier monsternemingen gebeuren, ligt de bovengrens van het betrouwbaarheidsinterval voor alle resultaten onder 12% van de grenswaarde en voor tenminste 80 % van deze resultaten onder één tiende van de grenswaarde.

Wordt aan deze voorwaarden niet voldaan, dan wordt de zone opnieuw gereinigd en worden de metingen daarna overgedaan.

Een afgevaardigde van het laboratorium bedoeld in artikel VI.3-18, waaraan de metingen worden toevertrouwd, is voortdurend aanwezig tijdens de metingen om toezicht te houden op de monsternemingen.

De voortdurende aanwezigheid van deze afgevaardigde kan vervangen worden door het inzetten van gepaste middelen om controle uit te oefenen op het verloop van de monsternemingen, op het zich voordoen van incidenten en op de toegang van derden tot de installatie en de bijhorende uitrustingen.

Het beginnen en het stopzetten van de monsterneming wordt door de afgevaardigde zelf van het laboratorium bedoeld in artikel VI.3-18 uitgevoerd.

1.B Metingen van de concentratie van asbestvezels in de omgevingslucht

Tijdens de werken worden per achturige werkdag metingen van de concentratie van asbestvezels in de omgevingslucht uitgevoerd op de volgende plaatsen:

- de buitenste afdeling van de inkomsluis;
- de uitgang(en) van de afzuiginrichting(en);
- de uitgang van de materiaalsluis;
- op nader te bepalen kritieke plaatsen, afhankelijk van de plaatselijke omstandigheden.

Het resultaat van deze analyses, uitgedrukt als bovengrens van het betrouwbaarheidsinterval, mag niet hoger liggen dan één tiende van de grenswaarde.

Voor metingen uitgevoerd volgens de norm NBN T96-102 bedraagt de minimum monsternemingsduur vier uur en het minimaal aangezogen volume 0,48 kubieke meter.

Voor de metingen uitgevoerd volgens de norm NBN ISO 14966:2021 bedraagt de minimum monsternemingsduur vier uur en worden het debiet en de te tellen beeldvelden zodanig gekozen dat de bepaalbaarheidsgrens 200 vezels/m³ bedraagt (bijvoorbeeld een monsternemingsduur van 4 uur aan 8 liter/minuut waarbij 240 beeldvelden worden geteld).

De werkgever bepaalt vooraf welke maatregelen zullen genomen worden wanneer de meting van de concentratie aan asbestvezels in de omgevingslucht hoger is dan één tiende van de grenswaarde.

Elke overschrijding van deze concentratie wordt in het werfregister, bedoeld in artikel VI.3-65, genoteerd, samen met de maatregelen die door de werkgever worden genomen. Indien er een overschrijding is van de grenswaarde uitgedrukt als bovengrens van het betrouwbaarheidsinterval wordt de met het toezicht belaste ambtenaar hiervan op de hoogte gesteld evenals van de meetresultaten en de maatregelen die door de werkgever werden genomen.

Een afgevaardigde van het laboratorium bedoeld in artikel VI.3-18, aan wie de metingen worden toevertrouwd, is voortdurend aanwezig tijdens de metingen om toezicht te houden op de monsternemingen.

1.C Gebruik van ademhalingstoestellen, zoals bedoeld in artikel VI.3-63

De ademhalingstoestellen zijn ofwel van het onafhankelijke type, ofwel werken zij met luchttoevoer, ofwel bieden zij een evenwaardige bescherming door een combinatie van overdruk met totale filtering van de lucht.

De werkgever stelt voor de ademhalingstoestellen een sluitende procedure op die garanties biedt voor de individuele en volledige bescherming van elke werknemer, alsook een onderhoudsprocedure die volledige garanties biedt voor een correct functioneren ervan tussen de onderhoudsbeurten. Deze procedures worden schriftelijk vastgesteld en gemotiveerd. Ze worden voor advies aan het Comité voorgelegd.

1.D Te volgen werkwijze bij verwijdering

1° de stofemissie binnen de werkzone wordt zoveel mogelijk beperkt. Dit betekent inzonderheid dat het materiaal grondig wordt bevochtigd vóór het verwijderd wordt. Bij het bevochtigen wordt de hoeveelheid water zo gedoseerd dat geen water vanuit de werkzone naar buiten dringt en dat er geen plassen in de werkzone blijven staan. Indien om technische redenen of veiligheidsredenen het vochtig verwijderen niet uitvoerbaar is, wordt dit omstandig in het werkplan gemotiveerd;

2° er wordt gelijke tred gehouden met het losmaken van het materiaal en het verwijderen ervan door opzuigen of verpakken zodat verder geen verontreiniging binnen de werkzone wordt veroorzaakt;

3° het asbestafval wordt verpakt in stofdichte verpakkingen. Deze worden gesloten en door manuele druk voldoende ontluicht om het risico op scheuren te voorkomen. Dit afval wordt verwijderd langs een andere weg dan die welke door de werknemers wordt gebruikt om zich in en uit de hermetische zone te begeven, en met name via een materiaalsluis met watergordijn. De verpakkingen worden vervolgens van een tweede verpakking voorzien. Die dubbele verpakking wordt hermetisch gesloten, geëtiketteerd volgens de bijlage van het koninklijk besluit van 23 oktober 2001 en volledig stofvrij en zonder beschadiging buiten de materiaalsluis opgevangen.

Alle in de werkzone gebruikt materiaal dat niet gemakkelijk ontstoft kan worden, wordt als afval beschouwd.

2. Inhoud van het werfregister, zoals bedoeld in artikel VI.3-65

Het werfregister bevat de volgende rubrieken:

1. de identiteit van de persoon belast met de leiding van de werkzaamheden op de bouwplaats;
2. een afschrift van de formulieren voor de gezondheidsbeoordeling van alle werknemers die betrokken zijn bij de sloop of verwijdering van asbest of asbesthoudende materialen, uitgevoerd met de techniek van de hermetisch afgesloten zone;
3. de vaststellingen gemaakt tijdens de rooktest, bedoeld in punt 1.A, 6° van deze bijlage;
4. de bijzondere maatregelen die door de ambtenaar belast met het toezicht worden opgelegd of toegelaten, rekening houdend met de technische kenmerken van de bouwplaats of het uit te voeren werk en met de aard van het risico voor de werknemers;
5. de verslagen van de metingen, bedoeld in punt 1.A, 11°, derde streep en punt 1.B;
6. het verslag van de incidenten die zich tijdens de werkzaamheden hebben voorgedaan en die een besmetting van de inkomsluizen of aangrenzende zones of een blootstelling van de werknemers hebben veroorzaakt;
7. de overschrijdingen van één tiende van de grenswaarde en van de grenswaarde uitgedrukt als bovengrens van het betrouwbaarheidsinterval en de maatregelen die werden genomen;
8. de dagelijkse vermelding van de naam van de werknemers die op de bouwplaats aanwezig zijn, alsook van het beginuur en het einduur van hun dagtaken en van de aard van de uitgevoerde activiteit;
9. de naam van de bezoekers en hun functie;
10. eventuele opmerkingen van de met het toezicht belaste ambtenaren.

3. De organisatie van de arbeidstijd, bedoeld in artikel VI.3-66

De organisatie van de arbeidstijd is het voorwerp van een risicoanalyse, die rekening houdt met de bijzondere arbeidsomstandigheden. Geen enkele werknemer mag langer dan twee uur ononderbroken in een hermetisch afgesloten zone werken.

Mits gunstig advies van de preventieadviseur-arbeidsarts mag onder welomschreven voorwaarden gedurende langere periodes worden gewerkt.

Pauzes worden ingelast om te vermijden dat er een belasting ontstaat ten gevolge van de zwaarte van het werk.

4. Contact met de plaatsen waar de werken worden uitgevoerd

Visueel contact met de plaatsen waar de werken worden uitgevoerd en auditief contact met een persoon buiten de hermetische zone is op elk ogenblik mogelijk.

Visueel contact wordt gewaarborgd door het installeren van kijkvensters in de hermetische afsluiting of van camera's op de plaatsen waar de werken worden uitgevoerd."

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 19 december 2025 tot wijziging van de codex over het welzijn op het werk met betrekking tot asbest.

FILIP

Van Koningswege:
De Minister van Werk,
D. CLARINVAL

**ANNEXE III A L'ARRETE ROYAL DU 19 DECEMBRE 2025
MODIFIANT LE CODE DU BIEN-ETRE AU TRAVAIL EN CE QUI CONCERNE L'AMIANTE**

« ANNEXE VI.4-2

Référentiel technique visé à l'article VI.4-4, 3°

1. Exigences générales:

Des documents, des procédures ou des instructions spécifiques doivent être établis par écrit pour chacune des dispositions suivantes:

1.1 Normes

Documents/procédures/instructions	Spécifications/Contenu	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
1.1 Les normes qui sont d'application.	Dans une forme accessible.	S

1.2 Information et formation pour les travailleurs qui exécutent des travaux de démolition et d'enlèvement

Documents/procédures/instructions	Spécifications/Contenu	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
1.2.1 Un programme de formation	La liste des travailleurs et fonctions qui nécessitent une compétence particulière (enleveurs d'amiante, chef de chantier, ...). Une formation de base (32h pour la méthode du sac à manchons et de la technique de la zone fermée hermétiquement, 8h pour la technique des traitements simples). Un recyclage annuel (8h). Une partie théorique. Une partie pratique. Un contenu des formations portant au minimum sur: - les propriétés de l'amiante et les effets de l'amiante sur la santé, y compris l'effet synergique de fumer; - les types de produits ou matériaux susceptibles de contenir de l'amiante et leur utilisation dans les installations et bâtiments; - les opérations qui pourraient entraîner une exposition à l'amiante et l'importance des contrôles préventifs pour minimiser une telle exposition; - les exigences et les prescriptions en matière de surveillance de la santé; - les pratiques professionnelles sûres et les techniques de mesurage; - le port et l'utilisation d'EPI, y compris leur rôle, leur choix, leurs limites, leur utilisation correcte et leur connaissance pratique, en accordant une attention particulière aux appareils respiratoires, et les règles spécifiques qui découlent du fait qu'il s'agit de travaux de démolition et d'enlèvement; - les procédures d'urgence, y compris les premiers secours sur le chantier et les règles spécifiques qui découlent du fait qu'il s'agit de travaux de démolition et d'enlèvement; - les procédures de décontamination et les règles spécifiques qui découlent du fait qu'il s'agit de travaux de démolition et d'enlèvement; - la réglementation en matière de démolition et d'enlèvement d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante; - les techniques de démolition et d'enlèvement d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante ainsi que les risques pour la santé et la sécurité qui y sont associés; - l'utilisation d'équipements technologiques et de machines pour limiter la libération et la propagation de fibres d'amiante au cours des processus de travail; - les règles et techniques spécifiques en matière de traitement des déchets d'amiante et de leur enlèvement; Les coordonnées de l'organisateur externe. Les formations étrangères de contenu équivalent sont admises pour autant qu'un complément portant sur la réglementation belge soit assuré. Ce complément est donné sous la forme d'un recyclage.	S
1.2.2 Un manuel de formation	Correspondant au programme suivi.	S
1.2.3 Les notes individuelles	Les informations et instructions visées à l'article VI.2-12	S
1.2.4 Les certificats de formation à la formation de base pour chaque enleveur et chef de chantier.	Nom, prénom Dates de formation Type de formation base recyclage Contenu de la formation théorique pratique enleveur /chef de chantier Durée de la formation Evaluation de la formation	S

Documents/procédures/instructions	Spécifications/Contenu	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
1.2.5 Les preuves de participation au recyclage annuel pour chaque enleveur et chef de chantier.	Nom, qualité, signature du responsable de formation	S

1.3 Surveillance de santé

Documents/procédures/instructions	Spécifications/Contenu	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
1.3.1 Formulaires nominatifs d'évaluation de santé préalable		S
1.3.2 Formulaires nominatifs d'évaluation de santé périodique (annuelle)		S
1.3.3 Registre des travailleurs exposés.	- Noms des travailleurs. - Nature et durée de l'activité. - Niveaux d'exposition.	S

1.4 Méthode utilisée pour la réalisation de l'analyse des risques

Documents/procédures/instructions	Spécifications/Contenu	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
1.4.1 Un document qui décrit la méthode et les moyens utilisés en vue de l'analyse des risques pour la santé et la sécurité lors de l'exécution de toutes les phases de déroulement d'un chantier (situation particulière) tenant compte de l'organisation, des lieux, des matériaux, des processus, etc...	La méthode comporte nécessairement les étapes suivantes : - l'identification des dangers pour la santé et la sécurité ; - la détermination et l'évaluation des risques ; - la détermination des mesures de prévention à prendre.	S

1.5 Méthode utilisée pour la réalisation du plan de travail

Documents/procédures/instructions	Spécifications/Contenu	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
1.5.1 Un document qui décrit les différentes étapes de la réalisation du plan de travail et les responsabilités et compétences des intervenants.	Les étapes de la réalisation du plan de travail comprennent au moins : - la visite préalable des lieux où les travaux auront lieu ; - l'identification et la localisation des MCA⁽³⁾ ; - l'évaluation des risques ; - le choix des méthodes de travail ; - la rédaction du plan de travail même (voir 2.2.11 ou 2.3.26) et des instructions à destination des travailleurs, adaptées aux circonstances particulières du chantier.	S

1.6 Méthode utilisée pour la réalisation de la notification

Documents/procédures/instructions	Spécifications/Contenu	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
1.6.1 Un document qui décrit les modalités de notification à l'administration compétente et à l'employeur maître d'ouvrage.	La notification comprend au moins les renseignements suivants : - les coordonnées du lieu du chantier, le lieu où les travaux sont effectués et, le cas échéant, les zones spécifiques où ils sont effectués ; - les types et quantités d'amiante utilisés ou manipulés et la description de l'amiante auquel les travailleurs peuvent être exposés ; - les activités et procédés mis en œuvre, y compris en ce qui concerne la protection et la décontamination des travailleurs, l'élimination des déchets et, le cas échéant, le renouvellement de l'air en cas de travaux sous confinement ; - le nombre de personnes concernées : la liste des personnes susceptibles d'intervenir sur le site en question, leur certificat de formation individuel et, le cas échéant, la date de leur dernière évaluation de santé en vertu du chapitre VII, section 3, du présent titre ; - la date de début des travaux et leur durée ; - les mesures prises pour limiter l'exposition des travailleurs à l'amiante, y compris un relevé des équipements utilisés ; - l'identification du laboratoire visé à l'article VI.3-18 ; - l'identité et les coordonnées du chef de chantier, des responsables de l'entreprise et du maître d'ouvrage.	S

2. Exigences techniques

Des documents, des procédures ou des instructions spécifiques doivent être établis par écrit pour chacune des dispositions suivantes.

2.1 Traitements simples

Documents/procédures/instructions	Spécifications/Contenu	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
2.1.1 Caractéristiques du matériel	Fiches techniques avec les propriétés pertinentes (par exemple, pour les fixateurs) ou instructions d'utilisation.	S
2.1.2 Description de la préparation et mise en place du chantier	Vérification de l'applicabilité de la méthode, mesures en cas de modification des conditions de travail, balisage et signalisation.	S
2.1.3 Méthode de travail (générale)	Description de la méthode de travail générale et validation de cette méthode de travail à l'aide de données d'exposition obtenues par des mesurages représentatifs, effectués conformément aux dispositions des titres 1 et 3 du présent livre. Ces validations doivent être effectuées au plus tard deux ans après la notification.	S
2.1.4 Equipement de protection individuels (EPI)	Description des EPI et procédures d'entretien.	S
2.1.4.1 Equipements de protection respiratoire (EPR)	Description des EPR et procédures d'utilisation (y compris les fit tests et les fit checks), d'entretien et de contrôle périodique avec visa du conseiller en prévention-médecin du travail, contrôles.	S
	Rapport d'appréciation des EPR, y compris l'avis du conseiller en prévention-médecin du travail.	S
2.1.5 Mesurages	Description des types et fréquences des mesurages, contrôles.	S
2.1.6 Déchets	Description des modalités de conditionnement, de stockage temporaire et d'évacuation des déchets.	S
2.1.7 Mesures en cas de dépassement de la valeur limite	Description des mesures correctives.	S
2.1.8 Procédure générale de décontamination du matériel et des équipements	Décontamination et conditionnement du matériel et des équipements sur zone. Décontamination du matériel et des équipements lors d'entretiens et réparations dans l'entreprise.	S
2.1.9 Vérification de l'absence de risque amiante en fin d'activités	Responsabilités, modalités, description des contrôles à effectuer et rapportage.	S
2.1.10 L'analyse des risques (spécifique)	Pour chaque situation de travail particulière (chantier) un rapport est élaboré selon la méthode décrite dans le document visé au point 1.4. L'analyse concerne toutes les phases du chantier y compris la préparation.	C
2.1.11 Plan de travail (spécifique)	Le plan de travail adapté aux conditions particulières de chaque chantier contient : - la nature, succession, durée des activités; - le schéma de localisation des MCA ⁽³⁾ - les méthodes de travail et instructions à l'usage des travailleurs, adaptées à la spécificité du chantier et concernant toutes les phases de l'exécution des travaux; - les EPI (*); - les caractéristiques des équipements (décontamination, protection); - la procédure démontrant l'absence de risque amiante en fin d'activité (*). (*) Il peut être fait référence aux procédures ou instructions correspondantes pour autant que les copies de celles-ci soient disponibles sur le chantier. Toute modification apportée aux procédures doit être justifiée et décrite.	C

2.2 Sac à manchons ⁽⁴⁾

Documents/procédures/instructions	Spécifications/Contenu	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
2.2.1 Caractéristiques du matériel	Fiches techniques avec les caractéristiques pertinentes, notamment pour les sacs à manchons et aspirateurs.	S
2.2.2 Description de la préparation et mise en place du chantier	Vérification de l'applicabilité de la méthode, mesures en cas de modification des conditions de travail, balisage et signalisation.	S
2.2.3 Méthode de travail (générale)	Description de la méthode de travail générale.	S
2.2.4 Equipement de protection individuels (EPI)	Description des EPI et procédures d'entretien.	S

Documents/procédures/instructions	Spécifications/Contenu	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
2.2.4.1 Equipements de protection respiratoire (EPR)	Description des EPR et procédures d'utilisation (y compris les fit tests et les fit checks), d'entretien et de contrôle périodique avec visa du conseiller en prévention-médecin du travail, contrôles.	S
	Rapport d'appréciation des EPR, y compris l'avis du conseiller en prévention-médecin du travail.	S
2.2.5 Mesurages	Description des types et fréquences des mesurages, contrôles.	S
2.2.6 Déchets	Description des modalités de conditionnement, de stockage temporaire et d'évacuation des déchets.	S
2.2.7 Mesures en cas de dépassement d'un dixième de la valeur limite	Description des mesures correctives.	S
2.2.8 Procédure générale de décontamination du matériel et des équipements	Décontamination et conditionnement du matériel et des équipements sur zone. Décontamination du matériel et des équipements lors d'entretiens et réparations dans l'entreprise.	S
2.2.9 Vérification de l'absence de risque amiante en fin d'activités	Responsabilités, modalités, description des contrôles à effectuer et rapportage.	S
2.2.10 L'analyse des risques (spécifique)	Pour chaque situation de travail particulière (chantier) un rapport est élaboré selon la méthode décrite dans le document visé au point 1.4. L'analyse concerne toutes les phases du chantier y compris la préparation.	C
2.2.11 Plan de travail (spécifique)	Le plan de travail adapté aux conditions particulières de chaque chantier contient : - la nature, succession, durée des activités; - le schéma de localisation des MCA ⁽³⁾ - les méthodes de travail et instructions à l'usage des travailleurs, adaptées à la spécificité du chantier et concernant toutes les phases de l'exécution des travaux; - les EPI (*); - les caractéristiques des équipements (décontamination, protection); - la procédure démontrant l'absence de risque amiante en fin d'activité (*). (*) Il peut être fait référence aux procédures ou instructions correspondantes pour autant que les copies de celles-ci soient disponibles sur le chantier. Toute modification apportée aux procédures doit être justifiée et décrite.	C

2.3 Zone fermée hermétiquement ⁽⁵⁾

Documents/procédures/instructions	Spécifications/Contenu	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
2.3.1 Préparation et mise en place du chantier	Mesurages préalables, mesures de prévention, EPI, balisage et signalisation éventuels, ...	S
2.3.2 Cloisonnement	Avec possibilité de contrôle visuel et auditif.	S
2.3.3 Evacuation ou emballage du matériel		S
2.3.4 Mise hors service du réseau électrique	Modalités et contrôle.	S
2.3.5 Sas d'entrée	Caractéristiques aérauliques de chaque sas.	S
	Configuration, fonctionnement, décontamination, contrôles.	S
2.3.6 Sas matériel	Caractéristiques aérauliques de chaque sas.	S
	Configuration, dimensionnement, fonctionnement, décontamination, contrôles.	S
2.3.7 Test d'étanchéité	Modalités et contrôles.	S
2.3.8 Dépression et renouvellement d'air	Caractéristiques, entretien et contrôle périodique des extracteurs.	S
	Caractéristiques, entretien et contrôle périodique des appareils de mesurage.	S
	Elaboration d'une note de calcul de bilan aéraulique.	S
	Contrôle de dépression et d'efficacité des filtres ainsi que mesures correctives, remplacement des filtres, moyens garantissant le maintien de la dépression en continu.	S
2.3.9 Procédure d'entrée en zone		S
2.3.10 Procédure de sortie de zone		S

Documents/procédures/instructions	Spécifications/Contenu	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
2.3.11 Mesurages	Stratégie d'échantillonnage (modalités, endroits, fréquence, ...), contrôles.	S
2.3.12 Mesures en cas de dépassement d'un dixième de la valeur limite	Description des mesures correctives.	S
2.3.13 Inspection visuelle	Conditions, contrôles, ...	S
2.3.14 Mesurages libératoires	Conditions, contrôles, ...	S
2.3.15 Démontage du cloisonnement étanche		S
2.3.16 Equipements de protection individuels (EPI)	Description des EPI et procédures d'entretien.	S
2.3.16.1 Equipements de protection respiratoire (EPR)	Caractéristiques des EPR.	S
	Rapport d'appréciation des EPR, y compris l'avis du conseiller en prévention-médecin du travail.	S
	Procédure d'utilisation (y compris les fit tests et les fit checks) avec visa du conseiller en prévention-médecin du travail.	S
	Procédure d'entretien avec avis du Comité et visa du conseiller en prévention-médecin du travail, contrôles.	S
	Procédure de contrôle périodique avec avis du Comité et visa du conseiller en prévention-médecin du travail, contrôles.	S
2.3.17 Méthode de travail	Description de la méthode de travail générale.	S
2.3.18 Procédure générale de décontamination et sortie du matériel	Décontamination et sortie des déchets de la zone. Décontamination du matériel et des équipements sur zone. Décontamination du matériel et des équipements lors d'entretiens et réparations dans l'entreprise.	S
2.3.19 Registre de chantier	Description du contenu du registre, des modalités de tenue, du suivi et du contrôle.	S
2.3.20 Organisation du temps de travail	Description des mesures d'organisation du temps de travail, notamment en fonction des contraintes physiques, avis écrit du conseiller en prévention - médecin du travail, contrôles.	S
2.3.21 Déchets	Description des modalités de conditionnement, de stockage temporaire et d'évacuation des déchets.	S
2.3.22 Procédure d'urgence	Description des procédures d'urgence sur chantier, e.a. : dimensionnement des accès de secours, premiers soins, équipements de protection pour secouristes, mesures en vue d'éviter ou de limiter une contamination des intervenants et de leur matériel, etc...	S
2.3.23 Procédure d'accès des visiteurs en zone confinée	Description des modalités d'information des personnes et de mise à disposition des EPI.	S
2.3.24 Vérification de l'absence de risque amiante en fin d'activités	Responsabilités, modalités et description des contrôles à effectuer.	S
2.3.25 L'analyse des risques (spécifique)	Pour chaque situation de travail particulière (chantier) un rapport est élaboré selon la méthode décrite dans le document visé au point 1.4. L'analyse concerne toutes les phases du chantier y compris la préparation.	C

Documents/procédures/instructions	Spécifications/Contenu	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
2.3.26 Plan de travail (spécifique)	Le plan de travail adapté aux conditions particulières de chaque chantier contient : - la nature, succession, durée des activités; - un schéma de localisation des MCA et des EPC; - la protection collective (*) - Cloisonnement, - Evacuation ou emballage du matériel, - Mise hors service des réseaux, - Sas d'entrée, - Sas matériel, - Test étanchéité, - Dépression et renouvellement d'air, - Procédure d'entrée dans la zone de travail, - Procédure de sortie de la zone de travail, - Mesurages, - Mesures à prendre en cas de dépassement d'un dixième de la valeur limite - Démontage; - la justification écrite préalable du non respect éventuel des exigences réglementaires, notamment: - le cloisonnement de la zone en double épaisseur; - la mise hors service du réseau électrique; - le taux de renouvellement d'air; pour des raisons techniques ou de sécurité fondées sur des éléments concrets et démontrés ainsi que la description des mesures de prévention qui seront prises en conséquence; les EPI (*); les EPC (*); - la méthode de travail et les instructions à l'usage des travailleurs, adaptées à la spécificité du chantier et concernant toutes les phases de l'exécution des travaux; - les mesures en cas d'urgence spécifiques à la situation particulière; - la procédure démontrant l'absence de risque amiante en fin d'activité. (*) Il peut être fait référence aux procédures ou instructions correspondantes pour autant que les copies de celles-ci soient disponibles sur le chantier. Toute modification apportée aux procédures doit être justifiée et décrite	C
2.3.27 Le registre de chantier(spécifique)	Le registre de chantier comprend les rubriques suivantes : - l'identité de la personne chargée de la conduite des travaux sur le chantier; - une copie des formulaires d'évaluation de santé de tous les travailleurs qui sont impliqués dans les travaux de démolition ou d'enlèvement d'amiante ou des matériaux contenant de l'amiante; - les observations faites à l'occasion du test de fumée; - les mesures particulières imposées ou admises par le fonctionnaire chargé de la surveillance, compte tenu des caractéristiques techniques du chantier ou du travail à exécuter et de la nature du risque pour les travailleurs; - les rapports concernant les mesurages; - le compte rendu des incidents survenus lors des travaux et qui ont eu pour résultat une contamination des sas d'entrée ou des zones contiguës ou une exposition des travailleurs; - les dépassements d'un dixième de la valeur limite et de la valeur limite exprimé comme la limite supérieure de l'intervalle de confiance ainsi que les mesures qui ont été prises; - la mention journalière des noms des travailleurs qui étaient présents sur le chantier ainsi que la mention de l'heure du début et de la fin de leurs prestations et celle de la nature de leur activité; - les noms des visiteurs et leur fonction; - les remarques éventuelles des fonctionnaires chargés de la surveillance.	C

⁽¹⁾ S: signifie que les documents doivent être disponibles au siège de l'entreprise ou chez son mandataire ou représentant en Belgique

⁽²⁾ C: signifie que les documents doivent être disponibles sur le chantier en question et ensuite conservés au S⁽¹⁾ durant une période de minimum 3 ans.

⁽³⁾ MCA: matériaux contenant de l'amiante

⁽⁴⁾ Méthode par sacs à manchons: méthode d'enlèvement d'amiante et de MCA⁽³⁾ décrite au livre VI, titre 3, chapitre X, section 4.

⁽⁵⁾ Méthode en zone fermée hermétiquement: méthode d'enlèvement d'amiante et de MCA⁽³⁾ décrite au livre VI, titre 3, chapitre X, section 5. »

Vu pour être annexé à notre arrêté du 19 décembre 2025 modifiant le code du bien-être au travail en ce qui concerne l'amiante.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
David CLARINVAL

**BIJLAGE III BIJ HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 19 DECEMBER 2025 TOT WIJZIGING VAN DE CODEX
OVER HET WELZIJN OP HET WERK MET BETREKKING TOT ASBEST**

“BIJLAGE VI.4-2

Technisch referentieel bedoeld in artikel VI.4-4, 3°

1. Algemene vereisten

Documenten, procedures of specifieke instructies moeten voor elk van de volgende bepalingen schriftelijk worden vastgelegd.

1.1. Normen

DOCUMENTEN/PROCEDURES /INSTRUCTIES	SPECIFICATIES/INHOUD	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
1.1 De van toepassing zijnde normen.	In een toegankelijke vorm.	S

1.2. Informatie en opleiding voor werknemers die sloop- en verwijderingswerken uitvoeren

DOCUMENTEN/PROCEDURES /INSTRUCTIES	SPECIFICATIES/INHOUD	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
1.2.1 Opleidingsprogramma.	De lijst van werknemers en functies die een specifieke bekwaamheid vereisen (asbestverwijderaar, werfleider, ...). Een basisopleiding (32u voor de techniek van de couveusezak en de hermetische zone, 8u voor de techniek van de eenvoudige handelingen). Een jaarlijkse bijscholing (8u). Een theoretisch gedeelte. Een praktisch gedeelte. Een inhoud van de opleidingen die ten minste betrekking heeft op: - de eigenschappen van asbest en de effecten van asbest op de gezondheid, met inbegrip van het synergetische effect van roken; - de soorten producten of materialen die asbest kunnen bevatten en hun aanwending in installaties en gebouwen; - de handelingen die zouden kunnen leiden tot blootstelling aan asbest en het belang van preventieve controles om zulke blootstelling tot een minimum te beperken; - de vereisten en voorschriften inzake het gezondheidstoezicht; - de veilige werkmethoden en meettechnieken; - het dragen en gebruiken van PBM met inbegrip van de rol, de keuze, de beperkingen, het juiste gebruik en praktische kennis ervan, met bijzondere aandacht voor ademhalingsstoestellen en de specifieke regels die voortvloeien uit het feit dat het gaat om sloop- en verwijderingswerkzaamheden; - de noodprocedures, met inbegrip van eerste hulp op de bouwplaats en de specifieke regels die voortvloeien uit het feit dat het gaat om sloop- en verwijderingswerkzaamheden; - de ontsmettingsprocedures en de specifieke regels die voortvloeien uit het feit dat het gaat om sloop- en verwijderingswerkzaamheden; - de reglementering inzake sloop en verwijdering van asbest of asbesthoudende materialen; - de technieken voor sloop en verwijdering van asbest of asbesthoudende materialen en de daaraan verbonden risico's voor de veiligheid en gezondheid; - het gebruik van technologische apparatuur en machines om het vrijkomen en de verspreiding van asbestvezels tijdens de arbeidsprocessen te beperken; - de specifieke regels en technieken voor de behandeling en de verwijdering van asbestafval. De coördinaten van de externe organisator. Buitenlandse opleidingen waarvan de inhoud equivalent is zijn toegelaten voor zover er een bijkomende opleiding over de Belgische reglementering wordt gegeven. Deze bijkomende opleiding wordt gegeven onder de vorm van een bijscholing.	S
1.2.2 Een opleidingshandboek.	Overeenkomstig het gevolgde programma.	S
1.2.3 De individuele nota's.	Inlichtingen en instructies bedoeld in artikel VI.2-12.	S

DOCUMENTEN/PROCEDURES /INSTRUCTIES	SPECIFICATIES/INHOUD	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
1.2.4 De opleidingsgetuigschriften van de basisopleiding van elke verwijderaar en werfleider.	Naam, voornaam Data van de opleiding Aard van de opleiding basis bijscholing Inhoud van de opleiding theorie praktijk verwijderaar/werfleider Duur van de opleiding Evaluatie van de opleiding	S
1.2.5 Het bewijs van deelname van de jaarlijkse bijscholing van elke verwijderaar en werfleider.	Naam, hoedanigheid, handtekening van de opleidingsverantwoordelijke	S

1.3. Gezondheidstoezicht

DOCUMENTEN/PROCEDURES /INSTRUCTIES	SPECIFICATIES/INHOUD	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
1.3.1 Formulieren op naam voor de voorafgaande gezondheidsbeoordeling.		S
1.3.2 Formulieren op naam voor de periodieke gezondheidsbeoordeling (jaarlijks).		S
1.3.3 Register van de blootgestelde werknemers.	- <i>Namen van de werknemers.</i> - Aard en duur van de activiteit. - Blootstellingsniveaus.	S

1.4. Werkwijze voor het opstellen van de risicoanalyse

DOCUMENTEN/PROCEDURES /INSTRUCTIES	SPECIFICATIES/INHOUD	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
1.4.1 Een document dat de methode en de middelen beschrijft die gebruikt worden voor de analyse van de risico's voor de gezondheid en de veiligheid bij de uitvoering van alle fasen van een werf (specifieke situatie) rekening houdend met de organisatie, de plaatsen, de materialen, de processen, enz...	De methode houdt noodzakelijkerwijze de volgende stappen in: - de identificatie van de gevaren voor de gezondheid en de veiligheid; - de bepaling en de evaluatie van de risico's; - de bepaling van de te nemen preventiemaatregelen.	S

1.5. Werkwijze voor het opstellen van het werkplan

DOCUMENTEN/PROCEDURES /INSTRUCTIES	SPECIFICATIES/INHOUD	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
1.5.1 Een document dat de verschillende stappen bij de realisatie van het werkplan en de verantwoordelijkheden en competenties van de betrokkenen beschrijft.	Het opstellen van het werkplan omvat ten minste de volgende stappen: - het voorafgaand bezoek aan de plaatsen waar de werken zullen plaatsvinden; - de identificatie en lokalisatie van de ABM ⁽³⁾ ; - de risicobeoordeling; - de keuze van de werkmethode; - het opstellen van het eigenlijke werkplan (zie 2.2.11 of 2.3.26) en de instructies voor de werknemers, aangepast aan de specifieke omstandigheden van de werf.	S

1.6. *Werkwijze voor de melding van asbestwerkzaamheden*

DOCUMENTEN/PROCEDURES /INSTRUCTIES	SPECIFICATIES/INHOUD	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
1.6.1 Een document dat de procedure voor melding aan de bevoegde administratie en aan de werkgever die opdrachtgever van de werken is, beschrijft.	De melding omvat ten minste de volgende inlichtingen: - de ligging van de bouwplaats, de plaats waar de werkzaamheden worden verricht en, indien relevant, de specifieke zones waar de werkzaamheden plaatsvinden; - de gebruikte of gehanteerde soorten en hoeveelheden asbest en de beschrijving van het asbest waaraan de werknemers kunnen worden blootgesteld; - de verrichte werkzaamheden en toegepaste procédés, onder meer voor de bescherming en ontsmetting van werknemers, voor afvalverwijdering en, indien relevant, voor luchtverversing bij werkzaamheden in gesloten ruimten; - het aantal betrokken personen: een lijst van de personen die waarschijnlijk op de plaats in kwestie zullen werken, hun individuele opleidingsgetuigschriften en in voorkomend geval, de datum van hun laatste gezondheidsbeoordeling overeenkomstig hoofdstuk VII, afdeling 3 van deze titel; - de begindatum van de werken, alsmede de duur ervan; - de maatregelen die zijn genomen om de blootstelling van de werknemers aan asbest te beperken, met inbegrip van een overzicht van de gebruikte uitrusting; - de identificatie van het laboratorium bedoeld in artikel VI.3-18; - de identiteit en contactgegevens van de werfleider, de bedrijfsverantwoordelijken en de opdrachtgever van de werken.	S

2. *Technische vereisten*

Documenten, procedures of specifieke instructies moeten voor elk van de volgende bepalingen schriftelijk worden vastgelegd.

2.1. *Eenvoudige handelingen*

DOCUMENTEN/PROCEDURES /INSTRUCTIES	SPECIFICATIES/INHOUD	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
2.1.1 Eigenschappen van de uitrusting	Technische fiches met de relevante eigenschappen (b.v. van fixatiemiddelen) of gebruiksaanwijzingen.	S
2.1.2 Beschrijving van de voorbereiding en opbouw van de werf	Verifiëren van de toepasbaarheid van de methode, maatregelen in het geval van aanpassing van de werkvoorwaarden, afbakening en signalisatie.	S
2.1.3 Werkmethode (algemeen)	Beschrijving van de algemene werkmethode(n) en validatie(s) van deze werkmethode(n) met blootstellingsgegevens verkregen door representatieve metingen, uitgevoerd volgens bepalingen van de titels 1 en 3 van dit boek. Deze validaties moeten uiterlijk 2 jaar na de melding gebeuren.	S
2.1.4 PBM	Beschrijving van de PBM en onderhoudsprocedures.	S
2.1.4.1 Ademhalingstoestellen	Beschrijving van de ademhalingstoestellen en procedures voor het gebruik (waaronder fit tests en fit checks), het onderhoud en de periodieke controle met visum van de preventieadviseur-arbeidsarts, controles.	S
	Beoordelingsrapport van de ademhalingstoestellen, met het advies van de preventieadviseur-arbeidsarts.	S
2.1.5 Metingen	Beschrijving van de soort en frequenties van de metingen, controles.	S
2.1.6 Afval	Beschrijving van de werkwijzen voor de verpakking, de tijdelijke opslag en de verwijdering van het afval.	S
2.1.7 Maatregelen bij overschrijding van de grenswaarde	Beschrijving van de correctieve maatregelen.	S
2.1.8 Algemene procedure voor de ontsmetting van het materiaal en de uitrusting	Ontsmetting en verpakking van het materiaal en de uitrusting in de zone. Ontsmetting van het materiaal en de uitrusting bij onderhoud en reparatie in het bedrijf.	S
2.1.9 Controle op de afwezigheid van het asbestrisico bij het beëindigen van de activiteiten	Verantwoordelijkheden, werkwijzen, beschrijving van de te verrichten controles en rapportering.	S
2.1.10 Risicoanalyse (specifiek)	Voor elke specifieke werksituatie (werf) wordt een rapport opgesteld volgens de in het document bedoeld in punt 1.4 omschreven methode. De analyse omvat alle fasen van de werf, inclusief de voorbereiding.	C

DOCUMENTEN/PROCEDURES /INSTRUCTIES	SPECIFICATIES/INHOUD	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
2.1.11 Werkplan (specifiek)	Het telkens aan de specifieke omstandigheden van de werf in kwestie aangepaste werkplan omvat: - de aard, opeenvolging, duur van de activiteiten; - een schema van de lokalisatie van de ABM⁽³⁾; - de werkmethode en instructies voor de werknemers, aangepast aan het specifiek karakter van de werf en betrekking hebbende op alle fasen van de uitvoering van het werk; - de PBM (*); - de eigenschappen van de uitrusting (voor ontsmetting, bescherming); - de procedure om bij het einde van de werkzaamheden aan te tonen dat er geen asbestrisico meer aanwezig is. (*) Er kan worden gerefereerd naar procedures of overeenkomstige instructies indien de kopieën daarvan op de werf ter beschikking zijn. Elke wijziging aan de procedures moet worden gemotiveerd en omschreven.	

2.2. Couveusezak ⁽⁴⁾

DOCUMENTEN/PROCEDURES /INSTRUCTIES	SPECIFICATIES/INHOUD	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
2.2.1 Eigenschappen van de uitrusting	Technische fiches met de relevante eigenschappen, met name voor de couveusezakken en de stofzuigers.	S
2.2.2 Beschrijving van de voorbereiding en opbouw van de werf	Verifiëren van de toepasbaarheid van de methode, maatregelen in het geval van aanpassing van de werkvoorwaarden, afbakening en signalisatie.	S
2.2.3 Werkmethode (algemeen)	Beschrijving van de algemene werkmethode.	S
2.2.4 PBM	Beschrijving van de PBM en onderhoudsprocedures.	S
2.2.4.1 Ademhalingstoestellen	Beschrijving van de ademhalingstoestellen en procedures voor het gebruik (waaronder fit tests en fit checks), het onderhoud en de periodieke controle met visum van de preventieadviseur-arbeidsarts, controles.	S
	Beoordelingsrapport van de ademhalingstoestellen, met het advies van de preventieadviseur-arbeidsarts.	S
2.2.5 Metingen	Beschrijving van de soort en frequenties van de metingen, controles.	S
2.2.6 Afval	Beschrijving van de werkwijzen voor de verpakking, de tijdelijke opslag en de verwijdering van het afval.	S
2.2.7 Maatregelen bij overschrijding van één tiende van de grenswaarde	Beschrijving van de correctieve maatregelen.	S
2.2.8 Algemene procedure voor de ontsmetting van het materiaal en de uitrusting.	Ontsmetting en verpakking van het materiaal en de uitrusting in de zone. Ontsmetting van het materiaal en de uitrusting bij onderhoud en reparatie in het bedrijf.	S
2.2.9 Controle op de afwezigheid van het asbestrisico bij het beëindigen van de activiteiten.	Verantwoordelijkheden, werkwijzen, beschrijving van de te verrichten controles en rapportering.	S
2.2.10 Risicoanalyse (specifiek)	Voor elke specifieke werksituatie (werf) wordt een rapport opgesteld volgens de in het document bedoeld in punt 1.4 omschreven methode. De analyse omvat alle fasen van de werf, inclusief de voorbereiding.	C
2.2.11 Werkplan (specifiek)	Het telkens aan de specifieke omstandigheden van de werf in kwestie aangepaste werkplan omvat: - de aard, opeenvolging, duur van de activiteiten; - een schema van de lokalisatie van de ABM⁽³⁾; - de werkmethode en instructies voor de werknemers, aangepast aan het specifiek karakter van de werf en betrekking hebbende op alle fasen van de uitvoering van het werk; - de PBM (*); - de eigenschappen van de uitrusting (voor ontsmetting, bescherming); - de procedure om bij het einde van de werkzaamheden aan te tonen dat er geen asbestrisico meer aanwezig is. (*) (*) Er kan worden gerefereerd naar procedures of overeenkomstige instructies indien de kopieën daarvan op de werf ter beschikking zijn. Elke wijziging aan de procedures moet worden gemotiveerd en omschreven.	

2.3. De hermetisch afgesloten zone ⁽⁵⁾

DOCUMENTEN/PROCEDURES /INSTRUCTIES	SPECIFICATIES/INHOUD	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
2.3.1 Voorbereiding en opstelling van de werf	Eventuele voorafgaande metingen, preventiemaatregelen, PBM, afbakening en signalisatie, ...	S
2.3.2 Afsluiting	Met mogelijkheid tot visuele en auditieve controle.	S
2.3.3 Verwijdering of verpakking van het materiaal		S
2.3.4 Uitschakeling van het elektriciteitsnet	Werkwijzen en controle.	S
2.3.5 Inkomsluis	Aëraulische eigenschappen van elke sluis.	S
	Configuratie, werkwijze, ontsmetting, controles.	S
2.3.6 Materiaalsluis	Aëraulische eigenschappen van elke sluis.	S
	Configuratie, afmetingen, werkwijze, ontsmetting, controles.	S
2.3.7 Test op luchtdichtheid	Werkwijzen en controles.	S
2.3.8 Onderdruk en luchtverversing	Eigenschappen, onderhoud en periodieke controle van de extractoren.	S
	Eigenschappen, onderhoud en periodieke controle van de meetapparatuur.	S
	Opstellen van een rekenblad met het aëraulische overzicht.	S
	Controle van de onderdruk en de filterefficiëntie, alsook correctieve maatregelen, vervanging van de filters, middelen om het behoud van de onderdruk doorlopend te garanderen.	S
2.3.9 Procedure voor het betreden van de zone		S
2.3.10 Procedure voor het verlaten van de zone		S
2.3.11 Metingen	Monsternemingsstrategie (werkwijzen, plaatsen, frequentie, ...), controles.	S
2.3.12 Maatregelen bij overschrijding van één tiende van de grenswaarde	Beschrijving van de correctieve maatregelen.	S
2.3.13 Visuele inspectie	Omstandigheden, controles, ...	S
2.3.14 Vrijgavemetingen	Omstandigheden, controles, ...	S
2.3.15 Verwijdering van de luchtdichte afsluiting		S
2.3.16 PBM	Beschrijving van de PBM en onderhoudsprocedures.	S
2.3.16.1 Ademhalingstoestellen	Eigenschappen van de ademhalingstoestellen.	S
	Beoordelingsrapport van de ademhalingstoestellen, met het advies van de preventieadviseur-arbeidsarts.	S
	Gebruiksprocedure (waaronder fit tests en fit checks) met visum van de preventieadviseur-arbeidsarts	S
	Onderhoudsprocedure met advies van het Comité en met visum van de preventieadviseur-arbeidsarts, controles.	S
	Procedure voor periodieke controle met advies van het Comité en het visum van de preventieadviseur-arbeidsarts, controles.	S
2.3.17 Werkmethode	Beschrijving van de algemene werkmethode.	S
2.3.18 Algemene procedure voor de ontsmetting en de verwijdering van de uitrusting	Ontsmetting en verwijdering van het afval uit de zone. Ontsmetting van het materiaal en de uitrusting in zone. Ontsmetting van het materiaal en de uitrusting bij onderhoud en herstelling in het bedrijf.	S
2.3.19 Werfregister	Beschrijving van de inhoud van het register, de bewaarmodaliteiten, de opvolging en de controle.	S
2.3.20 Organisatie van de arbeidstijd	Beschrijving van de maatregelen i.v.m. de organisatie van de arbeidstijd, met name in functie van de fysieke belasting, schriftelijk advies van de preventieadviseur-arbeidsarts, controles.	S
2.3.21 Afval	Beschrijving van de werkwijzen voor de verpakking, de tijdelijke opslag en de verwijdering van het afval.	S

DOCUMENTEN/PROCEDURES /INSTRUCTIES	SPECIFICATIES/INHOUD	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
2.3.22 Noodprocedures	Beschrijving van de noodprocedures op de werf, o.a. afmetingen van de noodtoegangen, eerste hulp, beschermingsmiddelen voor hulpverleners, maatregelen om te verhinderen of te beperken dat hulpverleners en hun uitrusting besmet worden, enz...	S
2.3.23 Toegangsprocedure voor bezoekers in de hermetisch afgesloten zone	Beschrijving van de manier waarop de bezoekers geïnformeerd worden en waarop PBM ter beschikking worden gesteld.	S
2.3.24 Controle op de afwezigheid van het asbestrisico bij het beëindigen van de activiteiten.	Verantwoordelijkheden, werkwijzen en beschrijving van de te verrichten controles.	S
2.3.25 Risicoanalyse (specifiek)	Voor elke specifieke werksituatie (werf) wordt een rapport opgesteld volgens de in het document bedoeld in punt 1.4 beschreven methode. De analyse betreft alle fasen van de werf, inbegrepen de voorbereiding.	C
2.3.26 Werkplan (specifiek)	Het werkplan, dat telkens aan de specifieke omstandigheden van de werf in kwestie moet worden aangepast, omvat: - de aard, opeenvolging, duur van de activiteiten; - een schema van de lokalisatie van de ABM⁽³⁾ en van de CBM; - de collectieve bescherming (*) Afsluiting, Verwijdering of verpakking van het materiaal, Uitschakeling elektriciteitsnet, Inkomsluis, Materiaalsluis, Test luchtdichtheid, Onderdruk en verversing van de lucht, Procedure voor het betreden van de werkzone, Procedure voor het verlaten van de werkzone, Metingen, Te nemen maatregelen bij overschrijding van één tiende van de grenswaarde, Verwijdering; - de voorafgaande schriftelijke verantwoording voor het eventueel niet naleven van de reglementaire vereisten, met name: - de afsluiting van de zone met een dubbele laag; - het uitschakelen van het elektriciteitsnet; - de luchtverversingssnelheid; wegens gegronde technische of veiligheidsredenen die berusten op concrete, bewezen elementen, evenals de beschrijving van de preventiemaatregelen die dientengevolge genomen zullen worden. - de PBM (*); - de CBM (*); - de werkmethode en de instructies voor de werknemers, aangepast aan de specifieke situatie van de werf en betrekking hebbende op alle fasen van de uitvoering van de werken; - de specifieke noodmaatregelen voor de welbepaalde situatie; - de procedure om bij het einde van de werkzaamheden aan te tonen dat er geen asbestrisico meer aanwezig is (*). (*) Er kan worden gerefereerd naar procedures of overeenkomstige instructies indien de kopieën daarvan op de werf ter beschikking zijn. Elke wijziging aan de procedures moet worden gemotiveerd en omschreven	C

DOCUMENTEN/PROCEDURES /INSTRUCTIES	SPECIFICATIES/INHOUD	S ⁽¹⁾ /C ⁽²⁾
2.3.27 Werfregister (specifiek)	Het werfregister bevat de volgende rubrieken: - de identiteit van de persoon belast met de leiding van de werkzaamheden op de bouwplaats; - een afschrift van de formulieren voor de gezondheidsbeoordeling van alle werknemers die betrokken zijn bij de sloop of verwijdering van asbest of asbesthoudende materialen; - de vaststellingen gemaakt tijdens de rooktest; - de bijzondere maatregelen die door de ambtenaar belast met het toezicht worden opgelegd of toegelaten, rekening houdend met de technische kenmerken van de bouwplaats of het uit te voeren werk en met de aard van het risico voor de werknemers; - de verslagen van de metingen; - het verslag van de incidenten die zich tijdens de werkzaamheden hebben voorgedaan en die een besmetting van de inkomsluizen of aangrenzende zones of een blootstelling van de werknemers hebben veroorzaakt; - de overschrijdingen van één tiende van de grenswaarde en van de grenswaarde uitgedrukt als bovengrens van het betrouwbaarheidsinterval en de maatregelen die werden genomen; - de dagelijkse vermelding van de naam van de werknemers die op de bouwplaats aanwezig zijn, alsook van het beginuur en het einduur van hun dagtaken en van de aard van de uitgevoerde activiteit; - de namen van de bezoekers en hun functie; - eventuele opmerkingen van de met het toezicht belaste ambtenaren.	C

⁽¹⁾ S: wil zeggen dat de documenten op de hoofdzetel van het bedrijf of bij zijn procuratiehouder of vertegenwoordiger in België beschikbaar moeten zijn.

⁽²⁾ C: wil zeggen dat de documenten op de werf in kwestie beschikbaar moeten zijn en daarna bewaard worden op S⁽¹⁾ gedurende een periode van minimum 3 jaar.

⁽³⁾ ABM: asbest bevattend materialen

⁽⁴⁾ Methode van de couveuse-zak: methode om asbest en ABM⁽³⁾ te verwijderen, beschreven in boek VI, titel 3, hoofdstuk X, afdeling 4.

⁽⁵⁾ Methode van de hermetisch afgesloten zone: methode om asbest en ABM⁽³⁾ te verwijderen, beschreven in boek VI, titel 3, hoofdstuk X, afdeling 5.”

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 19 december 2025 tot wijziging van de codex over het welzijn op het werk met betrekking tot asbest.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Werk,
D. CLARINVAL

ANNEXE IV A L'ARRETE ROYAL DU 19 DECEMBRE 2025 MODIFIANT LE CODE DU BIEN-ETRE AU TRAVAIL EN CE QUI CONCERNE L'AMIANTE

« ANNEXE VI.4-3

Liste non exhaustive des types de matériaux contenant de l'amianté et leurs applications, visés à l'article VI.4-19, 2°

Matériaux contenant de l'amianté :

- Plaques ondulées en amianté-ciment
- Ardoise en amianté-ciment
- Plaque en amianté-ciment
- Tuyaux en amianté-ciment
- Carton d'amianté (où l'amianté est fixé)
- Matériau tissé contenant de l'amianté
- Autres (à préciser par le demandeur)

Applications :

• Toitures, accessoires de toiture, panneaux de pignon, tuyaux d'égout, tuyaux d'eau, cheminées, tuyaux de ventilation, cordons ignifuges dans les poêles, chaudières et conduits de fumée, autres (à préciser par le demandeur) »

Vu pour être annexé à notre arrêté du 19 décembre 2025 modifiant le code du bien-être au travail en ce qui concerne l'amianté.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
D. CLARINVAL

BIJLAGE IV BIJ HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 19 DECEMBER 2025 TOT WIJZIGING VAN DE CODEX
OVER HET WELZIJN OP HET WERK MET BETREKKING TOT ASBEST

"BIJLAGE VI.4-3

Niet-limitatieve lijst van soorten asbesthoudende materialen en hun toepassingen, zoals bedoeld in art. VI.4-19, 2°

Asbesthoudende materialen:

- Asbestcementen golfplaat
- Asbestcementen daklei
- Asbestcementen plaat
- Asbestcementen buis
- Asbestkarton (waarbij het asbest gefixeerd is)
- Asbesthoudend geweven materiaal
- Andere (door aanvrager te specificeren)

Toepassingen:

• Dakbedekking, dakbeslag, gevelplaat, rioolbuis, waterleidingbuis, schoorsteen, ventilatiepijp, brandwerende koorden in kachels, ketels en rookgaskanalen, andere (door aanvrager te specificeren)"

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 19 december 2025 tot wijziging van de codex over het welzijn op het werk met betrekking tot asbest

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Werk,
D. CLARINVALSERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2025/203500]

19 DECEMBRE 2025. — Arrêté royal fixant, pour les entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois (CP 126), les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend totalement l'exécution du contrat de travail d'ouvrier (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, l'article 51, § 1^{er}, remplacé par la loi du 30 décembre 2001 et modifié par les lois des 4 juillet 2011 et 15 janvier 2018;

Vu l'avis de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois, donné le 1^{er} octobre 2025;

Vu l'avis n° 78.440/16 du Conseil d'État, donné le 20 novembre 2025, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Art. 2. En cas de manque de travail résultant de causes économiques, l'exécution du contrat de travail d'ouvrier peut être totalement suspendue moyennant notification préalable d'au moins trois jours.

La notification se fait par l'affichage d'un avis à un endroit apparent dans les locaux de l'entreprise.

Lorsque l'ouvrier est absent le jour de l'affichage, la notification lui est adressée par la poste le même jour.

Art. 3. § 1^{er}. La durée de la suspension totale de l'exécution du contrat de travail ne peut dépasser huit semaines.

§ 2. Dans les cas visés à l'article 5, la durée de la suspension totale de l'exécution du contrat de travail ne peut dépasser vingt-six semaines.

§ 3. Dans les cas visés aux § § 1^{er} et 2, et lorsque la suspension a atteint la durée maximum respective, l'employeur doit rétablir le régime de travail à temps plein pendant une semaine complète de travail avant de pouvoir entamer une nouvelle suspension complète.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2025/203500]

19 DECEMBER 2025. — Koninklijk besluit tot vaststelling voor de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking (PC 126) ressorteren, van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden volledig schorst (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, artikel 51, § 1, vervangen bij de wet van 30 december 2001 en gewijzigd bij de wetten van 4 juli 2011 en 15 januari 2018;

Gelet op het advies van het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking, gegeven op 1 oktober 2025;

Gelet op advies nr. 78.440/16 van de Raad van State, gegeven op 20 november 2025, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en de werklieden van de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking ressorteren.

Art. 2. Bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken, mag de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden geheel worden geschorst mits hiervan ten minste drie dagen vooraf kennis wordt gegeven.

De kennisgeving geschiedt door aanplakking van een bericht op een goed zichtbare plaats in de lokalen van de onderneming.

Wanneer de werkmán de dag van de aanplakking afwezig is, wordt hem de kennisgeving dezelfde dag per post toegezonden.

Art. 3. § 1. De duur van de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst mag acht weken niet overschrijden.

§ 2. In de gevallen bedoeld in artikel 5, mag de duur van de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst zesentwintig weken niet overschrijden.

§ 3. In de gevallen bedoeld in de § § 1 en 2, moet de werkgever, wanneer de schorsing de respectievelijke maximumduur heeft bereikt, gedurende een volledige arbeidsweek de regeling van volledige arbeid opnieuw invoeren, alvorens een nieuwe volledige schorsing kan ingaan.